

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	215
CABINET DU PREFET	215
<i>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE.....</i>	215
ARRÊTÉ N° 164/2006/SIDPC DU 16 FEVRIER 2006 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL	
PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	215
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	216
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	216
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	216
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	216
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	216
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	216
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.05 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR ARNAUD KURZENNE, SOUS-PRÉFET, DIRECTEUR DU CABINET.....	216
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.06 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES	217
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	218
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	218
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 149.....	218
AUTORISATION PREFECTORALE N° 169.....	218
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 147.....	218
<i>TROISIEME BUREAU.....</i>	219
ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DU TITRE DE SEJOUR.....	219
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	219
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	219
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE	219
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX CONCERNANT MEDIGARDE 54	219
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	220
<i>MISSION REGIONALE DE LA SANTE DE LORRAINE.....</i>	220
ARRETE N° 22/05 DU 12 DECEMBRE 2005 DETERMINANT LA LISTE DES ZONES TERRITORIALES DE LA REGION LORRAINE POUVANT JUSTIFIER D'AIDES A L'INSTALLATION DE MEDECINS LIBERAUX ET A L'EXERCICE DE LA MEDECINE LIBERALE.....	220
DELIBERATION N° 104/2005 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT	221
DELIBERATION N° 105/2005.....	221
ARRETE ARH N° 24 /2005/ DU 2 DECEMBRE 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT RELATIVE AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL ET D'AIDE A LA CONTRACTUALISATION POUR L'EXERCICE 2005 POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY - N° FINSS : 54 O 013224	222
ARRETE N° 25 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT NOMINATION A LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE SUD	222
ARRETE N° 26 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT NOMINATION A LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD.....	222
ARRÊTE ARH N° 2006-5 DU 24/01/06 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DE LA COMMISSION REGIONALE DE CONCERTATION EN SANTE MENTALE DE LORRAINE	223
ARRÊTE ARH N°2006-6 DU 24/01/06 FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION REGIONALE DE CONCERTATION EN SANTE MENTALE DE LORRAINE	224
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	224
ARRÊTÉ N° 11 DU 26 JANVIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	224
ARRETE N° 13 DU 25 JANVIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	225
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	226
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	226
TRANSFERT DE L'OFFICINE DE PHARMACIE « SNC PHARMACIE DU CENTRE » A ESSEY-LES-NANCY - LICENCE N° 518.....	226
TRANSFERT DE L'OFFICINE DE PHARMACIE « PHARMACIE SAINT-JACQUES » A LUNEVILLE - LICENCE N° 519.....	227
ARRETE 031/06 EN DATE DU 30 JANVIER 2006 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LA SELARL RENK LEROY - INSCRIPTION N° 54.93.001	227
<i>INSPECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE.....</i>	228
ARRETE FIXANT LA LISTE DES MEDECINS AGREES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	228
<i>SERVICE COHESION SOCIALE.....</i>	235
ARRÊTÉ N° 2860 PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE (CADA) GERE PAR LA SONACOTRA	235

ARRÊTÉ N° 2861 PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE (CADA) GERE PAR LA SONACOTRA	236
ARRÊTÉ N° 2864 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE D'ESSEY-LES-NANCY GERE PAR LA S.A.E.M. SONACOTRA	236
ARRÊTÉ N° 2865 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE D'HOMECOURT GERE PAR LA S.A.E.M. SONACOTRA	236
SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE	237
ARRETE DDASS / SSA / N° 3041 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE	237
ARRETE DDASS / SSA / N° 3048 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS	237
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	238
SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER	238
ARRETE ASAD/2005/279 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE POUR LE DRAINAGE D'AZERAILLES	238
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	238
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2006/03 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE OLLEY	238
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	239
ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°4 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A M. COMMUN LOÏC, DOCTEUR VETERINAIRE A BLAINVILLE-SUR-L'EAU	239
ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°5 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A M. BOUCHER ROMARIC, DOCTEUR VETERINAIRE A VEZELISE	239
ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°6 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A M. VAN HAMME OLIVIER, DOCTEUR VETERINAIRE A LONGWY	240
ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°7 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A M. LASSUS CHRISTOPHE, DOCTEUR VETERINAIRE A LUNEVILLE	240
ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°8 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A MME PINON NATHALIE, DOCTEUR VETERINAIRE A TONNOY	241
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	241
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	241
ARRETE 2005/DDE/089/CDER	241
ARRETE 2006/DDE/004/CDER	242
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	242
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 05-2544 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PLONGEURS DE LA SECURITE CIVILE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	242
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2545 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES RADIOLOGIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	244
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2546 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES CHIMIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	248
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 05-2547 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES EQUIPES CYNOTECHNIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	254
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 05-2548 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE A L'ENCADREMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES DES SAPEURS-POMPIERS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	255
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2549 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS SAUVETEURS DEBLAYEURS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	256
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2550 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS DU GRIMP (GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEUX PERILLEUX) DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	260
ARRETES INTERPREFECTORAUX	261
ARRETE N° 06-186 AUTORISANT LES COMMUNES DE BRAQUIS, HENNEMONT ET VILLE-EN-WOEVRE A ADHERER AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LAFFON DE LADEBAT	261

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRÊTÉ N° 164/2006/SIDPC DU 16 FEVRIER 2006 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31;

VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63;
VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48;
VU l'arrêté du 2 mai 2005, relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur;
VU l'arrêté préfectoral du 9 août 2002 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public;
VU la demande d'agrément du LPR Jean Morette à Landres du 16/01/2006;
VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours du 6 février 2006;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 16 février 2006

Lycée professionnel régional Jean Morette
1 rue du collège - 54970 Landres

ARTICLE 2 : A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 août 2002 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur sont et demeurent rapportées.

ARTICLE 3 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Arnaud KURZENNE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**DEUXIEME BUREAU****EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 8 février 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Aldi Marché Ennery en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 477 m² de vente d'un supermarché de type maxi-discount à l'enseigne ALDI à PONT-A-MOUSSON, - route de Briey portant la surface totale de vente à 774 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PONT-A-MOUSSON.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 8 février 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SAS ED en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi-discount à l'enseigne ED à BLENOD-LES-PONT-MOUSSON, de 826 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de BLENOD-LES-PONT-MOUSSON.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 8 février 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI RUBIS en qualité de future propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi-discount à l'enseigne NETTO à HOMECOURT, de 668 m² de vente et d'une boutique de 85 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOMECOURT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

QUATRIEME BUREAU**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.05 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR ARNAUD KURZENNE, SOUS-PRÉFET, DIRECTEUR DU CABINET**

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2005 nommant Monsieur Arnaud Kurzenne, Officier de la Marine Nationale, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.57 du 5 décembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 05.BODE.57 du 5 décembre 2005 est modifié selon les dispositions suivantes :

Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Monsieur Yann Negro, attaché de préfecture, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Monsieur Patrice Petit, attaché de préfecture, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Monsieur Olivier Ronjat, secrétaire administratif de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Mademoiselle Béatrice Mougel, attaché de préfecture, chef du bureau de la communication et des relations avec la presse

- Madame Martine Gillet, secrétaire administrative de classe normale

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Monsieur Pascal Seyller, attaché, Chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier Becker, attaché de préfecture, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Sylvie Vouaux, attachée, Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale et à Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal Seyller, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint du chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Madame Sylvie Vouaux, attachée,

- Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,

- Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 20 février 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.06 ACCORDANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE

**POUR PRÉSIDER LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH),
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP,
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES**

LE PRÉFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence et les membres de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.58 du 3 décembre 2005 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 05.BODE.58 du 3 décembre 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du corps préfectoral pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée pour présider ladite commission aux membres titulaires selon l'ordre suivant :

- Monsieur Pascal Seyller, chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- Monsieur Michel Ponsard Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique ou Monsieur le Lieutenant-Colonel Xavier Lejeune, commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence,

- Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement,

- Monsieur le Colonel Bernard Modéré, directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARTICLE 2 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 05.BODE.58 du 3 décembre 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet territorial, d'un autre membre du corps préfectoral, du secrétaire général de la sous-préfecture pour présider la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées, délégation est donnée pour présider lesdites commissions aux fonctionnaires du cadre national des préfectures suivants :

Commissions d'arrondissement de Nancy

- Monsieur Pascal Seyller, attaché, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Madame Sylvie Vouaux, attachée au service interministériel de défense et de protection civile,
- Monsieur Francis Bosc Cabrol, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile,
- Madame Christiane Balle, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile.

Le reste sans changement

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 20 février 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 149**

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 149 du 8 janvier 2004 portant autorisation d'exploiter un service interne de sécurité au sein du supermarché « INTERMARCHE », Z.A.C. du Haut des Trappes à HOMECOURT;

Vu le courrier du 25 janvier 2006 par lequel monsieur Michel NICOLAS, responsable du supermarché susnommé, indique la cessation d'activité de ce service interne;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 149 du 8 janvier 2004 portant autorisation d'exploiter un service interne de sécurité au sein du supermarché « INTERMARCHE », Z.A.C. du Haut des Trappes à HOMECOURT, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Michel NICOLAS.

NANCY, le 2 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 169

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Franck HOUILLON, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise de surveillance et de gardiennage, qu'il souhaite diriger à FROUARD, 13 place Nationale ;

Vu l'avis du 18 novembre 2005 de monsieur le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Franck HOUILLON ainsi qu'au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 2 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 147

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 147 du 28 novembre 2003 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PEGASE SECURITE, située à NANCY, 131 rue du Sergent Blandan;

Vu le courrier du 2 février 2006 par lequel monsieur BARBIER indique la cessation d'activité de cet établissement;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 147 du 28 novembre 2003 portant autorisation d'exploiter l'entreprise susvisée est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Rémi MARCHAL.

NANCY, le 9 février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

TROISIEME BUREAU

ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DU TITRE DE SEJOUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment l'article L312-1 instituant une commission du titre de séjour dans chaque département;

Vu le décret n°46-1574 du 30 juin 1946, modifié, réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et notamment l'article 13-1;

Vu la décision en date du 19 septembre 2005 de M. le président du tribunal administratif de NANCY;

Vu le courrier en date du 28 octobre 2005 de Mme la présidente du tribunal de grande instance de NANCY;

Vu la décision en date du 28 octobre 2005 de Mme la présidente de l'Association des Maires de Meurthe-et-Moselle;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1 : La commission du titre de séjour est composée ainsi qu'il suit :

Magistrats désignés par le président du tribunal administratif de NANCY :

Président :

Madame Corinne BAES-HONORE, conseiller au tribunal administratif de NANCY

Suppléant :

Monsieur Thierry BONHOMME, conseiller au tribunal administratif de NANCY

Magistrats désignés par l'assemblée générale du tribunal de grande instance de NANCY :

Titulaire :

Monsieur Alain COURTOIS, vice-président du tribunal de grande instance de NANCY

Suppléant :

Madame Anne CAZALS, juge d'instruction au tribunal de grande instance de NANCY

Elus locaux désignés par la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle :

Titulaire :

Monsieur Ennio BAZZARA, maire de MONCEL SUR SEILLE

Suppléant :

Monsieur Pierre MANGEOLLE, maire de VALLOIS

Personnalité qualifiée désignée pour ses compétences en matière de sécurité publique :

Monsieur Claude GODFRIN, commissaire principal de police en retraite

Personnalité qualifiée désignée pour ses compétences en matière sociale :

Monsieur Gérard GARCEZ, directeur de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle en retraite

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à MMES BAES-HONORE et CAZALS ainsi qu'à MM. BONHOMME, COURTOIS, BAZZARA, MANGEOLLE, GODFRIN, GARCEZ et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 1^{er} février 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM

DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX CONCERNANT MEDIGARDE 54

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté du 12 décembre 2003 relatif au cahier des charges type fixant les conditions d'organisation de la permanence des soins

Vu la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 12 janvier 2005 et son avenant N° 4

Vu Le décret n° 2005-328 du 7 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Décident conjointement de financer MEDIGARDE 54 pour la permanence des soins du samedi après-midi au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Nom Prénom du promoteur

Docteur Philippe NAUDE

Statut professionnel

Médecin généraliste

Adresse

URMLL - Centre d'Affaires « Les Nations »

54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification
Thème

960410041

« Mettre en œuvre un dispositif permettant l'accès à la population du département de Meurthe et Moselle à la médecine libérale en dehors des heures d'ouverture des cabinets libéraux. Le dispositif repose sur la mise en place d'une nouvelle sectorisation d'un système de régulation des appels téléphoniques ».

Article 2 : Décision de financement

Le financement est accordé du 01 janvier 2006 au 31 mars 2006

Pour un montant de **11 520 €**

Permanence des soins du samedi après midi, deux médecins régulateurs de 12h à 20h

dans l'attente du financement sur le droit commun.

Cette décision porte le financement total de MEDIGARDE 54 à 337 920 € du 20/12/2003 au 31/03/2006.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

Le règlement forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 consultations (60 €) par heure de régulation est versé à la structure gestionnaire du réseau.

Article 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 : Non respect des engagements pris par le projetSuspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du projet d'autre part.

Article 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 25 janvier 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Patrick MARX

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**MISSION REGIONALE DE LA SANTE DE LORRAINE****ARRETE N° 22/05 DU 12 DECEMBRE 2005 DETERMINANT LA LISTE DES ZONES TERRITORIALES DE LA REGION LORRAINE
POUVANT JUSTIFIER D'AIDES A L'INSTALLATION DE MEDECINS LIBERAUX ET A L'EXERCICE DE LA MEDECINE LIBERALE****LE DIRECTEUR DE LA MISSION REGIONALE DE SANTE**

VU le code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6115-7, L6121-2, L 1411-1

VU les articles L 162- 47, L 162-14-1, L183-2 et R 162-59 à R 162-68 du Code de la Sécurité Sociale

VU la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative aux territoires ruraux et notamment l'article L 1511-8 du Code Général des Collectivités Locales prévoyant la possibilité pour les collectivités locales et leurs groupements d'attribuer des aides destinées à favoriser l'installation ou le maintien des professionnels dans les zones définies en application des dispositions sus mentionnées.

VU le décret n°2004-1327 du 2 décembre 2004 relatifs aux modalités d'organisation et de fonctionnement des missions régionales de santé.

VU le décret n° 2005-1234 du 26 septembre 2005 relatif aux Groupements régionaux ou territoriaux de santé publique.

VU la circulaire du 5 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération,

VU la circulaire DHOS/DSS/UNCAM n°63 du 14 janvier 2005 relative aux orientations propres à l'évolution de la répartition territoriale des professionnels de santé libéraux et aux modalités opérationnelles de définition des zones géographiques en vue de l'attribution d'aide aux médecins généralistes ;

Considérant la concertation écrite engagée par courrier en date du 19 octobre 2005 conformément aux dispositions de la circulaire

Considérant l'avis favorable du 2 novembre 2005 de Madame la directrice régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Présidente du Comité Régional de l'Observatoire National de la Démographie des Professions de Santé.

Considérant les avis exprimés tacitement compte tenu du délai de réponse fixé au 15 novembre 2005,

AR R E T E

ARTICLE 1 : Vingt sept (27) zones sont éligibles aux aides à l'installation de médecins libéraux et à l'exercice de leur profession ainsi qu'il ressort de la carte figurant à l'annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Ces vingt sept zones ainsi que la liste des communes concernées sont énumérées respectivement en annexe 2 et annexe 3 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Cet arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine et des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, de la préfecture de la Région Champagne Ardennes, de la Préfecture de la Région Alsace.

ARTICLE 4 : Le directeur de la Mission Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 décembre 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de la Santé de Lorraine,
Jacques SANS

Les annexes 1 à 3 sont consultables à l'ARH de Lorraine - Immeuble les Thiers - 4, rue Piroux - 54007 NANCY CEDEX.

DELIBERATION N° 104/2005 DU 20 DECEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du centre hospitalier de REMIREMONT, approuvé le 8 janvier 2004 ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le centre hospitalier de REMIREMONT ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de REMIREMONT s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine ;

CONSIDERANT que ces objectifs sont conformes au projet d'établissement approuvé ;

CONSIDERANT que le projet de contrat permet au centre hospitalier de poursuivre ses missions en assurant le maintien de la structure et de l'équipement ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens concourt à l'amélioration de la prise en charge médicale des patients, notamment dans les domaines de la diabétologie, de la cancérologie, et de la prescription médicale ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet une mise à niveau des moyens de l'établissement, notamment pour les dépenses de groupe 4 et de groupe 1 ;

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de REMIREMONT pour la période 2006-2008 telles qu'énoncées en annexe 1.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

ANNEXE 1 : SYNTHESE DES ACTIONS DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS APPROUVE DU CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT

Priorités	Financement ARH		Financement Etablissement	
	2006	2007	2006	2007
Assurer le maintien de la structure (Groupe 4)	310 000 €	319 822 €	263 167 €	137 639 € (246 065 € en 2008)
Développer les priorités de santé publique (Groupe 1)	51 855 €	51 855 €		
Améliorer la prise en charge de la cancérologie (Groupe 1)		43 500 €		
Sécuriser la prescription médicale (Groupe 1)		31 500 €		
TOTAUX	361 855 €	445 855 €	263 167 €	383 704 €
	808 532 €		646 871 €	

RECAPITULATIF VOLET SOCIAL

Actions retenues	Coût action	Financement CRIAS
FACILITER LA PROMOTION PROFESSIONNELLE D'AGENTS DU CENTRE HOSPITALIER	150 000 €	52 484 €
LITS A HAUTEUR VARIABLE ELECTRIQUES	200 000 €	47 516 €
	350 000 €	100 000 €

DELIBERATION N° 105/2005

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU la circulaire n° DHOS-F-O/DSS-1A/2005/119 du 01/03/2005 relative à la campagne tarifaire 2005 des établissements de santé antérieurement financés par dotation globale.

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire n°DHOS/F2/DSS/1A/2005/473 du 18 octobre 2005 relative à la fixation des dotations régionales destinées aux établissements de santé

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution pour l'année 2005 d'une subvention sur les MIGAC de 13 860 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer la participation de l'établissement à l'échelle nationale des coûts.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**ARRETE ARH N° 24 /2005/ DU 2 DECEMBRE 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT
RELATIVE AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL ET D'AIDE A LA CONTRACTUALISATION POUR L'EXERCICE 2005
POLYCLINIQUE MAJORELLE A NANCY - N° FINESS : 54 0 013224**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi n°2003-1119 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.714-22-1 ;

VU l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination pour l'année 2005 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 30 novembre 2005

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Majorelle à Nancy à **13.860 €**, au titre de sa participation à l'Etude Nationale de Coûts privée.

Article 2 - Selon les dispositions prévues à l'article R.714-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars de l'année en cours au 28/29 février de l'année suivante. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} décembre 2005, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de décembre 2005 à février 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
3 mois	4 620 euros

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

ARRETE N° 25 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT NOMINATION A LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE SUD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

Vu l'arrêté n° 18 en date du 22 novembre 2005 fixant la composition de la conférence sanitaire du Territoire Lorraine Sud, modifié

A R R E T E

Article 1^{er} : Il convient de lire au 2^o catégorie des représentants des professionnels de santé libéraux : « sur propositions des instances représentatives au niveau national des autres professions de santé »(en lieu et place de « sur proposition des instances représentatives au niveau national des professions de santé non médicales »)

Article 2 : Est nommé à la conférence sanitaire du territoire Lorraine Sud :

• Au titre des représentants des professionnels de santé libéraux :

- Sur proposition de l'union Régionale des Médecins Libéraux :

monsieur le Docteur Thierry SCHVARTZ

- Sur proposition des instances représentatives au niveau national des autres professionnels de santé :

monsieur le Docteur Jean-Edouard MOREAU, fédération des syndicats pharmaceutiques de France (en remplacement de monsieur le Dr Jean GERARD)

Article 3 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

ARRETE N° 26 DU 12 JANVIER 2006 PORTANT NOMINATION A LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

Vu l'arrêté n° 17 en date du 22 novembre 2005 fixant la composition de la conférence sanitaire du Territoire Lorraine Sud, modifié

A R R E T E

Article 1^{er} : Il convient de lire au 2^o catégorie des représentants des professionnels de santé libéraux : « sur propositions des instances représentatives au niveau national des autres professions de santé »(en lieu et place de « sur proposition des instances représentatives au niveau national des professions de santé non médicales »)

Article 2 : Sont nommés à la conférence sanitaire du territoire nord :

• au titre des représentants des établissements :

- **monsieur le Docteur Pierre SCHUSTER**, Président Directeur Général de la clinique Saint Nabor, en remplacement de monsieur Bruno GAT

• au titre des représentants des professionnels de santé libéraux, sur proposition de l'Union Régionale des Médecins Libéraux :

- monsieur le Docteur Christian VERGNAT en remplacement du docteur Thierry SCHVARTZ
 - au titre des représentants des usagers proposés par les associations régulièrement déclarées ayant une activité dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades :
 - monsieur le Docteur André FONDER, vice président du comité de Moselle de la Ligue contre le cancer, en remplacement de monsieur le Docteur FROMENT
- Article 3 :** le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

**ARRÊTE ARH N° 2006-5 DU 24/01/06 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DE LA COMMISSION REGIONALE
DE CONCERTATION EN SANTE MENTALE DE LORRAINE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles R.3221-7 en ce qu'il crée et fixe les missions de la Commission Régionale de Concertation en Santé Mentale, et l'article R.3221-8 qui prévoit sa composition ;

VU le décret n°2005-434 du 6 mai 2005 relatif à l'organisation sanitaire et notamment l'article 2;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La composition nominative de la commission régionale de concertation en santé mentale (CRCSM) est fixée ainsi qu'il suit :

Président : Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine ou son représentant,

1°) Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de lorraine et Madame le médecin inspecteur régional de santé publique ou leurs représentants,

2°) Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de chacun des départements composant la région ou leurs représentants ;

- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse ou son représentant,

- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle ou son représentant,

- Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges ou son représentant,

3°) Monsieur le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie et Monsieur le médecin-conseil régional ou leurs représentants :

4°) Monsieur le président du conseil régional ou son représentant ;

- Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine,

5°) Monsieur le président du conseil général de chacun des départements composant la région ou son représentant ;

- Monsieur le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

- Monsieur le président du Conseil Général de Meuse ou son représentant,

- Monsieur le président du Conseil Général de Moselle ou son représentant,

- Monsieur le président du Conseil Général des Vosges ou son représentant,

6°) Un maire désigné sur proposition des associations représentatives au plan national des maires ;

- Monsieur Michel CLOSSE, Maire de Lunéville (54)

7°) Six représentants des organisations d'hospitalisation publique et privée :

a) sur proposition de la Fédération Hospitalière de France (FHF) :

- M. Yves BOUYSSSET, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou (54),

- Mme Odile DEVARIEUX, Directrice du Centre Hospitalier Spécialisé de Fains-Veel (55),

- Mme Evelyne MOLINS, Directrice du Centre Hospitalier Spécialisé Ravenel de Mirecourt (88)

- M. Raymond OLIGER, Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Jury-les-Metz (57),

b) sur proposition de la Fédération Hospitalière Privée Nord-Est (FHP-NE) :

- M. Nicolas NOLD, Directeur Adjoint de la Clinique Sainte Marguerite de Novéant/Moselle (57)

c) sur proposition de la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but non lucratif (FEHAP) :

- M. Daniel MASNOU, Directeur de l'A.H.B.L. de Mont-Saint-Martin (54)

8°) Deux représentants des organisations les plus représentatives des institutions sociales et médico-sociales ;

sur proposition de l'Union Nationale des Associations de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA) :

- M. Jean-Paul PANSIOT,

sur proposition de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale (FNARS) :

- M. Serge BEE,

9°) Six psychiatres exerçant dans des secteurs psychiatriques mentionnés à l'art. L.3221-1 ;

a) sur proposition du Syndicat Universitaire de Psychiatrie :

- M. le Professeur Jean-Pierre KAHN,

b) sur proposition de l'Intersyndicale de Défense de la Psychiatrie Publique (IDEPP) :

- M. le Docteur Didier BEAU, CPN de Laxou (54),

c) sur proposition du Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux :

- Docteur Jean-Pascal PAREJA, CPN de Laxou (54),

- Docteur Yvan ATAMANIUK, CHS de Sarreguemines (57)

- Docteur Alain SCHANG, CH Ravenel de Mirecourt (88),

d) sur proposition du Syndicat des Psychiatres de Secteurs (SPS) :

- Docteur Alain PIDOLLE, Clinique de Psychologie Médicale de Phalsbourg (57),

10°) Trois médecins libéraux ou exerçant dans des institutions privées et participant à la lutte contre les maladies mentales ;

sur proposition de l'Union Régionale des Médecins Libéraux (URML) :

- Docteur Jean-Luc JURIN, 22 rue de la Chapelle à Sarreguemines (57)

- Docteur Marie-Claude SCHMIT-LETSCHER, Clinique Ste Marguerite, Novéant-sur-Moselle (57)

- Docteur Bernard MULLER, 6 rue Coislin à Metz (57)

11°) Six représentants des professionnels de santé mentale non médicaux travaillant dans des établissements participant à la lutte contre les maladies mentales mentionnés à l'article L. 3221-1 ;

a) sur proposition de la Confédération Française Démocratique du travail (CFDT) :

- M. Dominique TOUSSAINT,

- Mme Anne THOMAS,

b) sur proposition de la Confédération Générale du Travail (CGT) :

- Mme Danièle BORI,

- Mme Estelle GALLOT,
- c) sur proposition de l'Union régionale des syndicats Force Ouvrière lorraine (FO) :
- M. Didier BIRIG,
- M. Emmanuel QUINES,
- 12°) Trois représentants des professionnels travaillant dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- a) sur proposition de la Confédération Française Démocratique du travail (CFDT),
- M. Dominique MATHIS ,
- b) sur proposition de la Confédération Générale du Travail (CGT),
- M. Pascal DEBEY,
- c) sur proposition de l'Union régionale des syndicats Force Ouvrière lorraine (FO),
- M. Jean BERTOZZO
- 13°) Un médecin exerçant dans un service d'accueil et de traitement des urgences ou dans une unité d'accueil, de traitement et d'orientation des urgences, mentionnés au 1° de l'art. R. 712-63 ;
- sur proposition du SNAMU : Docteur François BRAUN, Centre Hospitalier de Verdun (55) ,
- 14°) Trois représentants des usagers ou de leurs familles ou des associations de consommateurs ;
- a) sur proposition de l'ADAPEI : Mme le Docteur Denyse BERNARD-GALLAIS, médecin généraliste, représentante de l'ADAPEI ;
- b) sur proposition de l'UNAFAM : Mme Thérèse PRECHEUR, présidente de l'UNAFAM 54
- c) sur proposition d'ESPOIR 54 : Mme Marie-Claude BARROCHE

ARTICLE 2 : Le mandat des membres de la commission est de cinq ans. Il est renouvelable. La qualité de membre se perd lorsque les personnes intéressées cessent d'exercer le mandat ou les fonctions au titre desquels elles ont été élues ou désignées. En cas de cessation de fonction d'un des membres de la commission pour quelque raison que ce soit, il est procédé à son remplacement dans les mêmes conditions que sa désignation et pour la durée du mandat restant à effectuer.

ARTICLE 3 : le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région, des préfectures des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges. Un exemplaire de l'arrêté sera remis à chaque membre de la commission régionale de concertation en santé mentale.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

ARRÊTE ARH N°2006-6 DU 24/01/06 FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION REGIONALE DE CONCERTATION EN SANTE MENTALE DE LORRAINE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles R.3221-7 en ce qu'il crée et fixe les missions de la Commission Régionale de Concertation en Santé Mentale, et l'article R.3221-8 qui prévoit sa composition ;

VU le décret n 2005-434 du 6 mai 2005 relatif à l'organisation sanitaire et notamment l'article 2;

AR R E T E

ARTICLE 1 : La composition de la commission régionale de concertation en santé mentale (CRCSM) est fixée ainsi qu'il suit :

Président : Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine ou son représentant,

- 1) le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de lorraine et le médecin inspecteur régional de santé publique ou leurs représentants,
- 2) les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de chacun des départements composant la région ou leurs représentants ;
- 3) le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie et le médecin-conseil régional ou leurs représentants ;
- 4) le président du conseil régional ou son représentant ;
- 5) le président du conseil général de chacun des départements composant la région ou son représentant ;
- 6) un maire désigné sur proposition des associations représentatives au plan national des maires ;
- 7) Six représentants des organisations d'hospitalisation publique et privée, dont au moins un représentant par organisation comptant des établissements autorisés au titre de l'activité de soins de psychiatrie dans la région ;
- 8) Deux représentants des organisations les plus représentatives des institutions sociales et médico-sociales ;
- 9) Six psychiatres exerçant dans des secteurs psychiatriques mentionnés à l'article L.3221-1 ;
- 10) Trois médecins libéraux ou exerçant dans des institutions privées et participant à la lutte contre les maladies mentales ;
- 11) Six représentants des professionnels de santé mentale non médicaux travaillant dans des établissements participant à la lutte contre les maladies mentales mentionnés à l'article L. 3221-1 ;
- 12) Trois représentants des professionnels travaillant dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- 13) Un médecin exerçant dans un service d'accueil et de traitement des urgences ou dans une unité d'accueil, de traitement et d'orientation des urgences, mentionnés au 1  de l'article R.712-63 ;
- 14) Trois représentants des usagers ou de leurs familles ou des associations de consommateurs ;

ARTICLE 2 : Le mandat des membres de la commission est de cinq ans. Il est renouvelable. La qualité de membre se perd lorsque les personnes intéressées cessent d'exercer le mandat ou les fonctions au titre desquels elles ont été élues ou désignées. En cas de cessation de fonction d'un des membres de la commission pour quelque raison que ce soit, il est procédé à son remplacement dans les mêmes conditions que sa désignation et pour la durée du mandat restant à effectuer.

ARTICLE 3 : le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région, des préfectures des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges. Un exemplaire de l'arrêté sera remis à chaque membre de la commission régionale de concertation en santé mentale.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRÊTÉ N  11 DU 26 JANVIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1   R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n  702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n  10 du 14 décembre 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

VU le courrier en date du 14 décembre 2005 de Monsieur DALLA COSTA, Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, proposant la candidature de Madame MAGNIN Yvette, représentant l'Association VMEH, en tant que 3^{ème} représentant des usagers ;
 SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

AR R E T E

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 **Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**
 Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Cinq représentants du conseil général**
 Monsieur BARBIER, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,
 Monsieur BISTON, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,
 Madame PILOT Michèle, conseillère générale, fin du mandat en mars 2007,
 Monsieur MARCHAL Michel, conseiller général, fin du mandat en mars 2007,
 Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
 Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil régional**
 Monsieur GRANDBASTIEN Jean-François, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Le président et le vice-président de la CME**
 Postes non pourvus
- 6 **Deux autres membres de la CME**
 Postes non pourvus
- 7 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
 Madame Sylvie SAUVAGE, infirmière, fin du mandat en décembre 2006.
- 8 **Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
 Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 Madame Joëlle HUGNIN, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
 Madame Nathalie FRANQUET, assistante sociale, fin du mandat en mai 2007,
 Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin du mandat en novembre 2008
 Madame SOMMER Annette, infirmière libérale, fin du mandat en février 2007.
- 10 **Deux représentants des usagers**
 Monsieur CHENUT Pierre, représentant l'ADMR de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mai 2007,
 Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Association « Retraite en Campagne », fin du mandat en juillet 2007,
 Madame MAGNIN Yvette, représentant l'Association VMEH, fin du mandat en décembre 2006.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 10 du 14 décembre 2005.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 janvier 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
 Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE N° 13 DU 25 JANVIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
 DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment l'article L 6143-5, L 6143-6 et R 714-2-1 à R 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 12 du 22 septembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

VU la correspondance de Monsieur JM. LALLEMAND, Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, en date du 16 novembre 2005, proposant la candidature de Monsieur Michel JAMBEL, membre de l'INES, comme 3^{ème} représentant des usagers.

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

AR R E T E

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

- 1 **Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
 Monsieur Michel CLOSSE, Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Trois représentants du conseil municipal**
 Madame Marie-Paule DUCLAUX, conseillère municipale de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
 Madame Thérèse RUELLET, Adjointe au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
 Monsieur Lucien SCHERSACH, Adjoint au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
 Mademoiselle Rachel LE PAIGE, adjointe au maire et représentant la commune de BACCARAT, fin du mandat en mars 2007,
 Monsieur Ghislain DEMONET, Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU et représentant de cette ville, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil général**
 Monsieur Philippe FLEURENTIN, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
 Madame Laurence DEMONET, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice-président de la CME**
 Président : Madame Edith DUFAY, fin du mandat en mai 2007,
 Vice-Président : Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, chirurgien chef de service, fin du mandat en mai 2007.

7 Deux autres membres de la CME

Monsieur le Docteur Elias MANACHE, fin du mandat en mai 2007,
Monsieur le Docteur Henri PIERSON, praticien hospitalier, fin du mandat en mai 2007.

8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Madame Evelyne GRANDJEAN, cadre de santé en chirurgie, fin du mandat en 30 janvier 2007.

9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame Véronique MALERIAT, IDE, représentante FO, fin du mandat en janvier 2008,
Madame Catherine PARISSET, adjoint administratif, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008,
Monsieur Sylvain THOMAS, ambulancier, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008.

10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur le Docteur Georges GRANGE, médecin généraliste, fin du mandat en décembre 2006,
Madame Nelly MONTCOURTOIS, infirmière libérale représentant le Syndicat des Infirmiers Libéraux, fin du mandat en décembre 2006.

11 Deux représentants des usagers

Madame Michelle CHALON, Présidente de l'ADMR d'EINVILLE ARRACOURT, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur Michel JAMBEL, représentant INES, fin du mandat en décembre 2006.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 12 du 22 septembre 2004.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 25 janvier 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

TRANSFERT DE L'OFFICINE DE PHARMACIE « SNC PHARMACIE DU CENTRE » A ESSEY-LES-NANCY - LICENCE N° 518

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU la demande présentée par la **S.N.C. PHARMACIE DU CENTRE**, représentée par Monsieur Dominique SCHNEEBERGER et Monsieur Olivier JALET, tendant au transfert de l'officine de pharmacie du 39 avenue Foch à 54270 ESSEY-LES-NANCY au 33 avenue Foch à 54270 ESSEY-LES-NANCY, demande enregistrée au vu de l'état complet du dossier en date du 5 août 2005 ;

VU l'avis favorable émis le 25 août 2005 par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

VU l'avis favorable émis le 7 septembre 2005 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis favorable émis le 12 septembre 2005 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;

VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 5 août 2005 ;

VU l'engagement écrit de la mairie d'Essey-les-Nancy d'entreprendre les travaux de réalisation d'un Mail pour le printemps 2006 ;

VU les engagements écrits des grossistes répartiteurs d'effectuer, tant que l'accès au SAS de livraison n'est pas aménagé, les livraisons pendant les horaires d'ouverture ;

VU les engagements écrits de Monsieur Dominique SCHNEEBERGER pour le compte de la S.N.C. Pharmacie du Centre :

d'assurer la sécurité de la porte arrière,

d'effectuer des modifications permettant d'éviter que le préparatoire ne constitue une zone de passage,

d'éviter l'accès direct des personnes étrangères aux médicaments ;

Considérant que le pharmacien inspecteur régional de la santé indique que les locaux répondront aux conditions minimales d'installation prévues par les articles R 5125-9 à R 5125-11 du Code de la Santé Publique ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La demande présentée par la **S.N.C. PHARMACIE DU CENTRE**, représentée par Monsieur Dominique SCHNEEBERGER et Monsieur Olivier JALET en vue d'obtenir une licence pour le transfert de l'officine de Pharmacie du 39 avenue Foch à 54270 ESSEY-LES-NANCY au 33 avenue Foch à 54270 ESSEY-LES-NANCY est acceptée ; la nouvelle licence est enregistrée sous le n° **518**.

ARTICLE 2 : Cet arrêté annule et remplace la licence n° 104 du 22 juin 1942 accordée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- SNC PHARMACIE DU CENTRE,

- Monsieur Dominique SCHNEEBERGER,

- Monsieur Olivier JALET,

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie),

- Madame la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

NANCY, le 30 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

TRANSFERT DE L'OFFICINE DE PHARMACIE « PHARMACIE SAINT-JACQUES » A LUNEVILLE - LICENCE N° 519

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU la demande présentée par **Madame Elodie BOURION**, docteur en pharmacie, tendant au transfert de l'officine de pharmacie « Pharmacie Saint-Jacques » du 29 rue Germain Charrier à 54300 LUNEVILLE au 1 Place Léopold à 54300 LUNEVILLE, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, en date du 26 septembre 2005 ;

VU l'avis défavorable émis le 13 octobre 2005 par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine;

VU l'avis défavorable émis le 28 novembre 2005 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis émis le 20 décembre 2005 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie, estimant que l'officine répondra aux conditions minimales d'installation prévues par les articles R 5125-9 à R 5125-11 du code de la Santé Publique, sous réserve d'apporter des précisions sur :

- les conditions de stockage des médicaments et produits classés comme stupéfiants ;
- l'existence ou non de lieux de stockage en dehors de ceux décrits sur le plan fourni ;
- les communications des locaux de la pharmacie avec les escaliers (trois visibles sur le plan) ;

VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 10 octobre 2005 ;

CONSIDERANT :

- que dix officines sont installées dans la commune dont six au centre ville et, parmi elles, celle faisant l'objet de la demande de transfert ;
- que l'implantation projetée, toujours en centre ville, éloignerait l'officine de Madame Elodie BOURION de 500 mètres de son emplacement actuel ;
- que le transfert de cette officine ne compromettrait pas l'approvisionnement de la population desservie actuellement par l'officine de Madame Elodie BOURION ;
- que le transfert de l'officine de Madame Elodie BOURION au 1 place Léopold à 54300 LUNEVILLE ne modifierait pas significativement la distance par rapport aux officines situées dans la zone d'implantation projetée ;
- la vétusté de l'officine ;
- les problèmes de circulation et de stationnement aux abords de l'actuelle officine qui rendent difficile l'exercice du service de garde ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E**ARTICLE 1 :** La demande présentée par **Madame Elodie BOURION** en vue d'obtenir une licence pour le transfert de l'officine de pharmacie « Pharmacie Saint-Jacques » du 29 rue Germain Charrier au 1 place Léopold à 54300 LUNEVILLE est acceptée ; la nouvelle licence est enregistrée sous le n° 519.**ARTICLE 2 :** Cet arrêté annule et remplace la licence n° 2 du 18 juin 1942 accordée par arrêté préfectoral.**ARTICLE 3 :** Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Madame Elodie BOURION ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

NANCY, le 24 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND**ARRETE 031/06 EN DATE DU 30 JANVIER 2006 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
DE LA SELARL RENK LEROY - INSCRIPTION N° 54.93.001**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 99-515 du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale et notamment l'article 31 modifiant la loi susvisée ;

VU le décret n° 2004-802 du 29 juillet 2004 relatif aux parties IV et V (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU l'annexe audit décret ;

VU l'inscription, en date du 10 juin 1993, de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée "RENK-LEROY" sous le numéro 54.93.001 ;

VU la démission de Madame Brigitte LEROY-GARCIN de ses fonctions de co-gérante et de kinésithérapeute au sein de la SELARL à dater du 30 juin 2005 ;

VU la nomination à la co-gérance de Mademoiselle Anne MICHELET à effet du 1^{er} septembre 2005 et ce pour une durée illimitée ;

Considérant que le dossier fourni à l'appui de cette demande est complet :

- Procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} septembre 2005 ;
- Statuts modifiés de la SELARL en date du 1^{er} septembre 2005 ;
- Attestation de dépôt au greffe du tribunal de commerce de Brie ;
- Règlement Intérieur en date du 10 juillet 1993 ;
- Attestation d'autorisation d'exercice de Mademoiselle Anne MICHELET en date du 21 juillet 2004 ;
- Attestation d'inscription au répertoire ADELI de Mademoiselle Anne MICHELET en date du 2 juin 2005 ;

VU l'arrêté n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E**ARTICLE 1^{er} :** L'autorisation nécessaire à l'exercice en commun de la profession de masseur-kinésithérapeute sous forme de société d'exercice libéral délivrée le 10 juin 1993 à la SELARL RENK-LEROY sous le numéro 54.93.001 est modifiée comme suit, à compter du 1^{er} septembre 2005 :**Raison sociale :** SELARL RENK-LEROY**Siège social :** 70 rue du commerce - 54240 JOEUF**Associés et cogérants de la société :** - Monsieur Laurent RENK
- Monsieur Laurent LEROY

- Mademoiselle Anne MICHELET

ARTICLE 2 : Toutes modifications des statuts et des éléments nécessaires à la constitution de la société doivent être transmises sans délai à la connaissance du Préfet. Tout règlement intérieur doit être communiqué dans le mois suivant l'enregistrement des modifications.

ARTICLE 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratif de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Laurent RENK ;
- Monsieur Laurent LEROY ;
- Mademoiselle Anne MICHELET ;
- Cabinet CMB & Partenaires ;
- Greffe du Tribunal de commerce de Briey ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy ;
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy ;
- Caisse de Mutualité Sociale Agricole ;
- Caisse de Mutualité Régionale.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

INSPECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE

ARRETE FIXANT LA LISTE DES MEDECINS AGREES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article 1^{er} du Décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2005 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 06/04/2005 fixant la liste des médecins agréés de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les demandes présentées par les intéressés ;

Vu les avis émis par le Conseil Départemental de L'Ordre des Médecins ;

Vu les avis émis par Monsieur le Préfet de Nancy ;

Vu les avis émis par l'Association Syndicale des Médecins de Meurthe et Moselle,

Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

A R R E T E

Article 1^{er} : Mesdames et Messieurs les Médecins énumérés sur la liste ci-jointe sont agréés pour trois ans :

MEDECINE GENERALE

ALLAMPS(54112)

Dr BERTAUD Michel	3 rue du Moulin 03.83.25.41.96	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
-------------------	-----------------------------------	---

AUBOUÉ (54580)

Dr FERRETTI Alain	1 avenue Aiguillon 03.82.22.25.77	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
-------------------	--------------------------------------	---

AUDUN-LE-ROMAIN (54560)

Dr BLONDIN Benoit	35 rue Albert Lebrun 03.82.21.50.88	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
-------------------	--	---

BADONVILLER(54540)

Dr KENNEL Yves	1 place du XXème corps 03.83.42.12.09	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MALINBAUM Dominique	6 avenue Colonel de la Horie 03.83.42.24.09	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

BAYON(54290)

Dr THOMAS Jean Yves	5 avenue de Virecourt 03.83.72.50.54	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr THOMAS-SUTY Isabelle	5 avenue de Virecourt 03.83.72.50.54	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

BLAMONT(54450)

Dr L'HOTE Gilbert	Maison Médicale Petit Breuil 03.83.42.44.34	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
-------------------	--	---

BLÉNOD-LES- PONT-A-MOUSSON(54700)

Dr RIVORY Jacques	4 rue Saint Etienne 03.83.81.21.25	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
-------------------	---------------------------------------	---

BOUXIERE- AUX-DAMES(54136)

Dr GERIN Marie-Claude	2 rue Saint Martin 03.83.22.82.98	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GERIN Jean-Paul	2 rue Saint Martin 03.83.22.82.98	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

BRIN-SUR-SEILLE(54280)

Dr FOLIGNONI Pierre	23 rue de l'Etang 03.83.31.60.12	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
---------------------	-------------------------------------	---

CHAMPIGNEULLES(54250)

Dr DUTOUR Guy	11 rue de Verdun 03.83.31.23.13	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr NAUDIN Jean-Jacques	11 rue de Toulon 03.83.38.02.55	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

Dr PRIQUELER Guy	11 rue de Toulon 03.83.38.35.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>CIREY-SUR-VEZOUZE(54480)</u> Dr SEYER Jean-Louis	4 rue verrerie 03.83.42.63.99	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>COLOMBEY-LES-BELLES(54170)</u> Dr LAUER Bernard	2 ter rue de la Gare 03.83.52.00.05	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr PIEROT Eric	2 ter rue de la Gare 03.83.52.00.05	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>DOMBASLE-SUR-MEURTHE(54110)</u> Dr CHEVILLARD Emmanuelle	2 rue Jeanne d'Arc 03.83.21.75.60	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr DI PATRIZIO Paolo	14 rue Gabriel Péri 03.83.46.85.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GLUZIKI Angélique	53 rue Carnot 03.83.46.82.32	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MIDOT Jean-François	6 bis rue du Colonel Brau 03.83.48.23.13	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr ROSE Daniel	44 rue Carnot 03.83.46.89.09	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>ESSEY-LES-NANCY(54270)</u> Dr ROYER Francis	15 avenue Foch 03.83.29.06.40	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>FLAVIGNY-SUR-MOSELLE(54630)</u> Dr ROZAIRE Denis	2 rue du Doyen Parisot 03.83.26.70.14	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>FOUG(54570)</u> Dr GILET Jean Louis	16 rue des Jeux 03.83.62.70.29	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>FROUARD (54390)</u> Dr BERR Marc	74 avenue de la Libération 03.83.49.03.87	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr BLIN Jean-Louis	56 avenue de la Libération 03.83.49.03.20	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>GONDREVILLE(54840)</u> Dr DONNAIS Anthony	35 bis route de Fontenoy 03.83.63.63.13	à compter du 1 ^{er} novembre 2005
Dr LE CORVOISIER Jean-François	35 bis route Fontenoy 03.83.63.63.13	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>GORCY(54730)</u> Dr BERVILLER Jean-Paul	2 Grand'rue 03.82.26.85.90	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>HARQUE (54740)</u> Dr ANTOINE Jean-Jacques	15 rue de l'Abbé Harmand 03.83.52.40.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr FRUSTIN Jacques	5 rue de l'Abbé Harmand 03.83.52.40.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>HAUCOURT-MOULAIN(54860)</u> Dr MOITRY Philippe	6 rue de l'Il 03.82.24.37.23	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>JARNY(54800)</u> Dr PETITMENGIN Pascal	26 rue de Verdun 03.82.33.07.76	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr RICHTER Dominique	25 rue du Point du Jour 03.82.33.09.03	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>JARVILLE (54140)</u> Dr GACONNET Pierre	16 bis rue de la République 03.83.51.16.51	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr PLANE Philippe	4 rue Edouard Lalo 03.83.56.78.99	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr ROBERT Sylvain	19 rue de la République 03.83.56.41.13	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr TARDY Jacques	14 rue de la Gare 03.83.51.21.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>JOEUF(54240)</u> Dr CROCE Christian	119 rue de Franchepré 03.82.22.25.17	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr CLAUDE Jean Louis	119 rue de Franchepré 03.82.22.25.17	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr RÉMY Georges	1 square de Wendel 03.82.22.25.09	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

LANEUVILLE-DEVANT-NANCY (54410)

Dr GARAT Michel 22 rue de la Gare à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.55.30.54

LAXOU (54520)

Dr BOIVIN Jean Marc 44 bis rue Paul Bert à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.27.76.96

LIVERDUN (54460)

Dr GROSCOLAS Jacques 9 rue des Hautes Alpes à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.24.58.30

Dr JELANSKI Jean-Vladimir 4 rue Nicolas Noël à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.24.50.11

Dr KREUTZ Gérard 16 rue J.S. Bach à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.24.52.00

Dr MIGEOT Jean-Louis 17 rue de la Gare à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.24.66.31

Dr MIGET Patrick 16 rue Jean Sébastien Bach à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.24.52.00

LONGLAVILLE(54810)

Dr BRAVETTI Daniel 6 rue des Victimes du Nazisme à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.26.07.70

LONGUYON(54260)

Dr MONTAIGU Bernard 15 rue Carnot à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.26.57.29

LONGWY(54400)

Dr BRAUN Jean-François 19 avenue de l'Aviation à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.23.30.72

Dr GROSSE Christian 5 rue Carnot à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.24.29.66

Dr HELLOY Jacques Résidence Alsace à compter du 1^{er} octobre 2004
rue de l'Hôtel de Ville
BP 492
03.82.25.41.51

Dr VAUTHIER Patrick 5 avenue Raymond Poincaré à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.24.34.81

LUNEVILLE(54300)

Dr JACQUOT Pierre 15 bis place de l'Eglise à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.73.58.06

Dr RENAULD Françoise 61 rue de Lorraine à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.73.16.07

Dr PILLUT Jean Pascal 63 rue de Lorraine à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.73.11.57

Dr ROYAUX Vincent 2 ter rue Cyfflé à compter du 1^{er} novembre 2005
03.83.73.18.60

Dr SEBBAN Fernand 35 rue de Lorraine à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.73.19.19

MANCIEULLES(54790)

Dr ESPITALIER Marc Rue de Vaux à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.21.33.43

MAXEVILLE (54320)

Dr CASSI François 1 rue Ferry III à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.35.22.32

Dr LIBERTY Françoise 34 route de Metz à compter du 1^{er} novembre 2005
03.83.30.74.47

Dr SIMEON Patrice 1 rue Ferry III à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.35.55.83

MONT-SAINT-MARTIN(54350)

Dr SANTINI Roger 94 boulevard de Metz à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.25.50.62

MOUTIERS(54660)

Dr FROHN Marcel 14 rue Clemenceau à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.46.06.18

NANCY(54000)

Dr BAYERE Jean-Jacques 99 boulevard d'Haussonville à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.28.52.42

Dr BAZARD Thierry 312 avenue du Général Leclerc à compter du 1^{er} octobre 2004
Résidence Pégase
03.83.57.58.57

Dr CACLIN Bruno 26 rue Saint Dizier à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.35.12.07

Dr CAVARE Philippe 9 rue Gambetta à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.35.18.72

Dr CHOSSELER Alain 23 rue de Laxou à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.28.17.57

Dr CRITON Alain 10 rue Victor Poirel à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.35.21.82

Dr DEL VALLE Jean	192 avenue de la Libération 03.83.96.29.53	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr DE ROMEMONT Eric	49 boulevard d'Haussonville 03.83.90.32.10	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr DOEBLE Nathalie	Service de médecine préventive Faculté des lettres 23 boulevard Albert 1 ^{er} 03.83.98.65.60	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr DURANDEL Catherine	M.G.E.N. 6 rue Desilles 03.83.17.76.00	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr ETIENNE Sylvain	M.G.E.N. 6 rue Désilles 03.83.17.76.00	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GENEVE-MULLER	40 rue des Carmes 03.83.35.35.50	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GEOFFROY Jean Marc	15 rue Bastien Lepage 03.83.32.50.63	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GONNELLA Raphaël	5 bis place des Vosges 03.83.30.05.03	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr HENRION Francis	Résidence St-Sébastien Tour D 03.83.35.23.50	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr HERBEUVAL François	36 rue de Metz 03.83.35.01.47	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr KRENNER André	33 rue des Quatre Eglises 03.83.35.21.19	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr LANFRANCHI Marc	137 rue du Général Leclerc 03.83.53.30.33	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr LAVOT Patrice	23 boulevard Lobau 03.83.32.92.46	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr LECOMTE Florence	Centre de Santé MGEN 6 rue Désilles 03.83.17.76.00	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MACHIN Robert	92 boulevard Jean Jaurès 03.83.55.59.11	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MARTINET Jean Paul	26 rue du Pont Mouja 03.83.35.13.18	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MASSON Philippe	26 boulevard Charles V 03.83.35.13.81	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MOREAU Xavier	22 rue des Tiercelins 03.83.35.50.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr NICOLAS Claude	22 rue des Dominicains 03.83.35.40.51	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr ROUNG Franck	147 boulevard d'Haussonville 03.83.27.63.67	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr SCHVARTZ Thierry	25 rue de Malzéville 03.83.32.77.00	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr SCHWARZ Alain	40 rue des Carmes 03.83.36.56.19	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr STEMPFEL Bruno	1 rue du Maréchal Exelmans 03.83.55.01.13	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr THEBAULT François	49 boulevard d'Haussonville 03.83.90.32.10	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr VIAGGI Marie	57 rue du Sergent Blandan 03.83.28.11.94	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr VIGNERON Patrice	9 rue Saint Léon 03.83.98.62.62	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>NEUVES-MAISONS(54230)</u>		
Dr LEROY Thiéry	12 rue du Capitaine Caillon 03.83.47.27.32	à compter du 1 ^{er} novembre 2005
<u>NOMENY(54610)</u>		
Dr TAILLIER Jacques	1 rue Louis Marin 03.83.31.30.03	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>POMPEY(54340)</u>		
Dr MATHIEU Richard	112 rue des Jardins Fleuris 03.83.24.33.41	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>PONT-A-MOUSSON(54700)</u>		
Dr HACQUARD Philippe	170 avenue des Etats Unis 03.83.81.02.35	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MAGNIN Jean Paul	28 rue des Fossés 03.83.83.25.25	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MASSON Philippe	9 rue de Verdun 03.83.82.12.15	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MINETTI Charley	17 rue de Mago de Rogéville 03.83.81.27.65	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

Dr MOULLA Mustapha	47 boulevard Ney 03.83.82.00.60	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>REHAINVILLER(54300)</u> Dr LAVIALE Christian	10 rue Derrière la Ville 03.83.73.29.79	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>RICHARDMENIL (54630)</u> Dr GERARD Eliane	7 rue des Lilas 03.83.25.67.68	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>ROSIERES-AUX-SALINES(54110)</u> Dr CRAUS Denis	16 place Saint Pierre 03.83.46.95.95	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>ROVILLE-DEVANT-BAYON (54290)</u> Dr EMOTTE Nicole	25 rue du 4 septembre 1944 03.83.72.51.57	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>SAINT-MAX(54130)</u> Dr CARRIER Gérard	99 avenue Carnot 03.83.21.08.85	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr DIDION François	9 chemin stratégique 03.83.21.70.01	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr NOURDIN Bruno	38 rue Berlioz 03.83.29.58.30	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>SAINT-NICOLAS- DE-PORT(54210)</u> Dr LAINE Christophe	30 rue Anatole France 03.83.48.15.90	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>SEICHAMPS(54280)</u> Dr GROB Gilles	11 rue des Coraux Résidence de la Trapière 03.83.20.66.70	à compter du 1 ^{er} novembre 2005
<u>TOUL(54200)</u> Dr AIGLE Jean-Claude	1 rue Navarin 03.83.43.04.12	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr COLLIN Pierre	4 place de la République 03.83.43.07.30	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GUILLEMIN Joël	4 place de la République 03.83.43.07.30	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr HECKLER Marc	48 avenue Foch 03.83.43.17.61	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr LALLEMAND Marc	4 place de la République 03.83.43.07.30	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>TUCQUEGNIEUX(54640)</u> Dr GIOVANNINI Jean-Pierre	60 rue du Général Leclerc 03.82.21.29.18	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>VANDOEUVRE-LES-NANCY(54500)</u> Dr BECK Pierre	55 rue Gambetta 03.83.57.69.33	à compter du 1 ^{er} novembre 2005
Dr BODART Christine	Centre médical de la faculté des sciences Rond point du Vélodrome 6 rue Callot 03.83.55.16.12	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr BOITEL Yves	3 allée de Bréda 03.83.55.14.03	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr DA COSTA Severino	5 avenue Jean Jaurès 03.83.56.20.91	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr GEGOUT Etienne	47 avenue Jean Jaurès 03.83.51.18.34	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr HUTIN Nicolas	Centre Montet Octroi 8 square de Liège 03.83.57.90.09	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr LEBEDEL Alain	5 rue d'Arlon Résidence Cassiopée 03.83.56.82.56	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr LEE YUNG PING Nane Kee	1 square d'Oslo 03.83.56.18.82	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr MONNAIS Gérard	Résidence Apollon 1 place de Dinant 03.83.56.08.09	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr RAHARIVOLOLONA-RABARY Irène	Résidence Apollon 3 rue de Malines 03.83.55.35.78	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
Dr ROSENBACHER-BERLEMONT Martine	SIUMPPS 6 rue Callot 03.83.55.16.12	à compter du 1 ^{er} octobre 2004
<u>VARANGEVILLE(54110)</u> Dr JACOB Marie Thérèse	28 rue Gabriel Péri 03.83.46.82.98	à compter du 1 ^{er} octobre 2004

VEZELISE(54330)

Dr WAGNER Dominique 5 rue de la Carrière à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.26.90.32

VILLERS-LES-NANCY (54600)

Dr BALTHASSAT Philippe 47 avenue de Brabois à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.27.86.88

Dr CHARLES Véronique 84 avenue du Général Leclerc à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.41.27.13

Dr DELUZE DLUZNOWSKI Alain Centre Commercial Villers Plein Centre à compter du 1^{er} octobre 2004
Blvd des Aiguillettes
03.83.27.89.45

Dr MILANI Denis Centre Commercial Clairlieu à compter du 1^{er} octobre 2004
Rue des Chalades
03.83.44.52.70

Dr REMY Jean 38 boulevard de Baudricourt à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.27.65.32

Dr VAN DEN VEEGAETE Philippe Centre commercial de Clairlieu à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.44.48.77

VILLERUPT(54190)
Dr PEIFFER Jean Daniel 6 rue Braine à compter du 1^{er} octobre 2004
03.82.89.05.14

VILLEY-SAINT-ETIENNE (54200)
Dr HASSELMANN Philippe 88 rue de Liverdun à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.62.98.20

SPECIALISTES
CANCEROLOGIE

MAXEVILLE(54320)

Dr SPAETH Dominique Centre Gentilly St-Jacques à compter du 1^{er} octobre 2004
13 rue Blaise Pascal
03.83.93.50.05

VANDOEUVRE-LES-NANCY(54511)

Dr GEOFFROIS Lionel CENTRE ALEXIS VAUTRIN à compter du 1^{er} novembre 2005
Avenue de Bourgogne
03.83.59.83.31

Dr KRAKOWSKI Ivan CENTRE ALEXIS VAUTRIN à compter du 1^{er} octobre 2004
Avenue de Bourgogne
03.83.59.84.86

Dr VERHAEGHE Jean-Luc CENTRE ALEXIS VAUTRIN à compter du 1^{er} octobre 2004
Avenue de Bourgogne
03.83.59.84.51

CARDIOLOGIEPONT-A-MOUSSON(54700)

Dr CHRISTOPHE Pierre 224 A rue du Bois le Prêtre à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.81.22.82

Dr ROBERT Jean François 25 boulevard de Riollas à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.81.07.03

SAINT-NICOLAS-DE-PORT(54210)

Dr CURE Rémy 17 rue Charles Courtois à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.48.64.76

TOUL(54200)

Dr MARC-GNAEDINGER Marie Odile 5 place de la République à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.43.02.23

VANDOEUVRE-LES-NANCY(54500)

Dr VIRIOT Pierre Tour Montet Octroi à compter du 1^{er} octobre 2004
9 square de Liège
03.83.51.33.51

CHIRURGIE ORTHOPEDIQUE ET TRAUMATOLOGIQUE
REPARATION DOMMAGES CORPORELS

NANCY(54000)

Dr HUMMER Jacques MEDIPOLE GENTILLY ST JACQUES à compter du 1^{er} octobre 2004
13 rue Blaise Pascal
03.83.93.50.93

DERMATO-VENEROLOGIENANCY(54000)

Pr SCHMUTZ Jean-Luc Hôpital Fournier à compter du 1^{er} octobre 2004
Quai de la Bataille
03.83.85.24.65

ENDOCRINOLOGIENANCY(54000)

Dr MAXANT Alain 13-15 rue du Grd Rabbin Haguenauer à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.37.49.98

Dr SIMON Jean 8 rue de la Monnaie à compter du 1^{er} octobre 2004
03.83.36.51.69

HEPATO-GASTRO-ENTEROLOGIEMONT-SAINT-MARTIN (54350)

Dr KADA Abdelkarim

Centre Hospitalier
4 rue Alfred Labbé
03.82.44.73.02à compter du 1^{er} octobre 2004NANCY (54000)

Dr MAGNIN Frédéric

127 rue Saint Dizier
03.83.35.09.46à compter du 1^{er} octobre 2004HEMATOLOGIEVANDOEUVRE-LES-NANCY(54511)

Pr LEDERLIN Pierre

CHU NANCY-BRABOIS
Rue du Morvan
03.83.15.32.82à compter du 1^{er} octobre 2004NEUROLOGIENANCY(54000)

Pr ANDRE Jean-Marie

Institut de Réadapt. Fonct.
34 rue Lionnois
03.83.39.34.16à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr BRIQUEL François

Institut de Réadapt. Fonct.
34 rue Lionnois
03.83.39.34.16à compter du 1^{er} octobre 2004OPHTALMOLOGIEVANDOEUVRE-LES-NANCY(54500)

Dr LEPORTI Jean-claude

12 rue du Luxembourg
03.83.54.09.18à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr MARCHAL Catherine

Résidence Minerve
12 rue du Luxembourg
03.83.54.09.18à compter du 1^{er} octobre 2004OTO-RHINO-LARYNGOLOGIEBRIEY (54150)

Dr MULLER Christian

69 rue de Metz
03.82.46.17.41à compter du 1^{er} octobre 2004NANCY (54000)

Dr ALLAMAGNY Eric

28 place de la Carrière
03.83.32.28.83à compter du 1^{er} octobre 2004PNEUMOLOGIEBRIEY(54150)

Dr BRAUN Denis

14 bis rue Sous le Moulin
03.82.46.28.03à compter du 1^{er} octobre 2004LUNEVILLE(54300)

Dr CHINY François

2 rue de Sarrebourg
03.83.74.32.12à compter du 1^{er} octobre 2004MAXEVILLE(54320)

Dr BIC Jean-François

Médipôle de Gentilly
13 rue Blaise Pascal
03.83.95.70.70
Centre St Jacques
13 rue Blaise Pascal
03.83.95.70.70à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr ISSARTEL Gérard

à compter du 1^{er} octobre 2004MONT-SAINT-MARTIN(54350)

Dr LANG Marie-Paule

A. H. B. L. Hôtel Dieu
4 rue A. Labbé
03.82.44.72.30à compter du 1^{er} octobre 2004TOUL(54200)

Dr VINCENT Marie-Agnès

Centre Hospitalier St Charles
1 cours Raymond Poincaré
03.83.62.20.20à compter du 1^{er} octobre 2004PSYCHIATRIEBRIEY(54150)

Dr CONTI Joël

Centre Hospitalier de Briey
31 rue Albert de Briey
03.82.47.50.00à compter du 1^{er} octobre 2004LAXOU(54520)

Dr BOQUEL Francis

Centre Psychothérapique Nancy
B. P. 1010
03.83.92.50.50à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr COURTIAL Bertrand

Centre Psychothérapique Nancy
03.83.92.50.50à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr TOUZET Jacques

10 rue Emile Gallé
03.83.27.34.72à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr VERRA Mariannick

Centre Psychothérapique Nancy
03.83.92.50.50à compter du 1^{er} octobre 2004LUNEVILLE(54300)

Dr DEBRUILLE Jean-Pierre

19 rue Gambetta
03.83.74.05.47à compter du 1^{er} octobre 2004

MONT-SAINT-MARTIN(54350)

Dr ADNET Véronique

CMP La Faïencerie
Rue de la Bannie
03.82.44.75.45à compter du 1^{er} octobre 2004NANCY (54000)

Dr CHATEAU Philippe

5 rue du Manège
03.83.35.17.07à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr CAHEN Evelyne

C.M.P. 2 rue de Médreville
03.83.92.62.60à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr LAMBOLEZ Véronique

Centre Post cure
26 rue de Viray
03.83.98.38.48à compter du 1^{er} novembre 2005PONT-A-MOUSSON (54700)

Dr BUISINE Bernard

Unité de psychiatrie
place Colombé - BP 257à compter du 1^{er} octobre 2004SAINT-NICOLAS-DE PORT (54210)

Dr NEYROUD Jacques

Centre Hospitalier Spécialisé
3 rue du Jeu de Paume
03.83.18.61.07
03.83.18.61.08à compter du 1^{er} octobre 2004**RHUMATOLOGIE**LUNEVILLE(54300)

Dr VIVARD Thierry

6 bis rue du Général Leclerc
03.83.74.04.50à compter du 1^{er} octobre 2004NANCY(54000)

Dr MICHEL Jean-François

17 rue de la Commanderie
03.83.40.33.69à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr RAUL Patrick

47 rue Henri Poincaré
03.83.35.14.22à compter du 1^{er} octobre 2004

Dr WIEDERKHER Pascal

47 rue Henri Poincaré
03.83.35.14.22à compter du 1^{er} octobre 2004PONT-A-MOUSSON(54700)

Dr TONTI Philippe

32 rue Pasteur
03.83.81.43.30à compter du 1^{er} octobre 2004**STOMATOLOGIE**NANCY(54000)

Pr LOUIS Jean-Paul

96 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
BP 50208
03.83.68.29.51à compter du 1^{er} octobre 2004**Article 2** : l'arrêté du 06/04/2005 fixant la liste des médecins agréés de Meurthe-et-Moselle est abrogé.**Article 3** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera adressée aux intéressés. et ampliation à :

- M. le Président de l'Ordre des Médecins

- M. le Président de l'Association Syndicale des Médecins de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

SERVICE COHESION SOCIALE

**ARRÊTÉ N° 2860 PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE (CADA)
GERE PAR LA SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L.312-1 à L.312-5, L.313-1 et suivants, ainsi que les articles R.313-1 à R.313-9,**VU** les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,**VU** le programme 14 du plan de cohésion sociale,**VU** le courrier de la Direction de la Population et des Migrations en date du 20 septembre 2005 autorisant la création de places de CADA en Meurthe-et-Moselle,**CONSIDERANT** que cette création a fait l'objet d'une procédure simplifiée d'information devant le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) du 21 novembre 2005,**SUR RAPPORT** de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales**A R R E T E****Article 1^{er}** : La S.A.E.M. SONACOTRA, dont le siège social est situé 42 rue de Cambronne - PARIS 15^{ème}, est autorisée à ouvrir à compter du 1^{er} décembre 2005, un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) par transformation de places d'Accueil d'Urgence de Demandeurs d'Asile (AUDA) au sein de la résidence Pasteur - 16 rue Pasteur - 54310 HOMECOURT.**Article 2** : La capacité de l'établissement est de 70 places.**Article 3** : Les règles générales de fonctionnement du CADA seront définies par une convention annuelle renouvelable par tacite reconduction signée entre la SONACOTRA et le Préfet de Meurthe-et-Moselle.**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n°71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.**Article 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SONACOTRA, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et transmis à la direction départementale des archives.NANCY, le 1^{er} décembre 2005

Le Préfet, Claude BALAND

**ARRÊTÉ N° 2861 PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE (CADA)
GERE PAR LA SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L.312-1 à L.312-5, L.313-1 et suivants, ainsi que les articles R.313-1 à R.313-9,
VU les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
VU le programme 14 du plan de cohésion sociale,
VU le courrier de la Direction de la Population et des Migrations en date du 20 septembre 2005 autorisant la création de places de CADA en Meurthe-et-Moselle,
CONSIDERANT que cette création a fait l'objet d'une procédure simplifiée d'information devant le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) du 21 novembre 2005,
SUR RAPPORT de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : La S.A.E.M. SONACOTRA, dont le siège social est situé 42 rue de Cambronne - PARIS 15^{ème}, est autorisée à ouvrir à compter du 1^{er} décembre 2005, un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) par transformation de places d'Accueil d'Urgence de Demandeurs d'Asile (AUDA) au sein de la résidence Les Oseraies - 118 avenue du 69^{ème} RI - 54270 ESSEY-LES-NANCY.

Article 2 : La capacité de l'établissement est de 70 places.

Article 3 : Les règles générales de fonctionnement du CADA seront définies par une convention annuelle renouvelable par tacite reconduction, signée entre la SONACOTRA et le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SONACOTRA, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et transmis à la direction départementale des archives.
NANCY, le 1^{er} décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRÊTÉ N° 2864 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE
D'ESSEY-LES-NANCY GERE PAR LA S.A.E.M. SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7,
ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral n°2861 en date du 1^{er} décembre 2005 autorisant la création du **Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile**, sis 118 avenue du 69^{ème} RI - 54270 ESSEY-LES-NANCY et géré par la société d'économie mixte SONACOTRA;

VU la délégation de crédits n°3472907 du 19 octobre 2005 ;

SUR RAPPORT de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour la période du 1^{er} décembre au 31 décembre 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'ESSEY-LES-NANCY géré par la SONACOTRA est fixée à **53 186,70 euros**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire mensuelle versée à compter du 1^{er} janvier 2006 et correspondant au douzième de la dotation globale de financement annuelle est égale à **53 186,70 euros**.

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 4 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 16 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2865 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE
D'HOMECOURT GERE PAR LA S.A.E.M. SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7,
ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU l'arrêté préfectoral n°2860 en date du 1^{er} décembre 2005 autorisant la création du **Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile**, sis 16 rue Pasteur - 54310 HOMECOURT et géré par la société d'économie mixte SONACOTRA;

VU la délégation de crédits n°3472907 du 19 octobre 2005,

SUR RAPPORT de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour la période du 1^{er} décembre au 31 décembre 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'HOMECOURT géré par la SONACOTRA est fixée à **53 186,70 euros**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire versée à compter du 1^{er} janvier 2006 et correspondant au douzième de la dotation globale de financement annuelle est égale à **53 186,70 euros**.

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 4 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 16 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE

ARRETE DDASS / SSA / N° 3041 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2708 du 25 octobre 2005 fixant pour 2005 le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe "SSIAD" de l'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 281 250,86 €

Forfait journalier de soins : 32,86 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, , la directrice de l'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRETE DDASS / SSA / N° 3048 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2706 du 25 octobre 2005 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné est modifié ainsi qu'il suit :

ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Forfait journalier de soins : 114,21 € à compter du 1^{er} décembre 2005.

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE ASAD/2005/279 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE POUR LE DRAINAGE D'AZERAILLES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment les articles 40 à 42 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 19 août 2004 nommant M. Eric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1941 transformant l'association syndicale libre pour le drainage au territoire d'AZERAILLES en association syndicale autorisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

VU la délibération de l'association syndicale autorisée de drainage d'AZERAILLES du 23 février 2005 décidant de demander sa dissolution et déterminant la répartition de l'actif financier ;

CONSTATANT que l'association syndicale autorisée de drainage d'AZERAILLES, créée pour le drainage des terres et des prairies, a rempli son objet, qu'elle est sans activité réelle en rapport avec son objet depuis plus de trois ans et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la prévention des risques naturels.

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

ARRETE

Article 1^{er} - L'association syndicale autorisée de drainage dans la commune d'AZERAILLES est dissoute.

Article 2 - L'excédent financier sera versé à la secrétaire comme indemnité, compte tenu des tâches à accomplir jusqu'à l'arrêt des comptes définitifs de l'association.

Article 3 - Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le trésorier payeur général et le maire d'AZERAILLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché à la mairie d'AZERAILLES, notifié aux propriétaires membres de l'association syndicale.

LUNEVILLE, le 11 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

Copie à :

- Monsieur le président de la chambre d'agriculture

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2006/03 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE OLLEY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 27 avril 1978 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de OLLEY ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2006 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de OLLEY en date du 02 mars 2003;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 27 avril 1978 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 71ha 02a 30ca situés sur le territoire de la Commune de OLLEY ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
OLLEY	ZK	N°39, 42, 43, 66, 67
	ZN	N°9, 10, 17, 64, 65, 66
	ZM	N°21, 23, 24, 40, 41, 42

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de OLLEY.

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de OLLEY

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de OLLEY sera affichée pendant 1 mois dans la commune de OLLEY par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY et M. le Maire de Commune de OLLEY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de OLLEY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 12 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°4 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. COMMUN LOÏC, DOCTEUR VETERINAIRE A BLAINVILLE-SUR-L'EAU

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

COMMUN Loïc
Docteur Vétérinaire
30 avenue Pierre Sépard
54340 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 16 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°5 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. BOUCHER ROMARIC, DOCTEUR VETERINAIRE A VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

BOUCHER Romaric
Docteur Vétérinaire
4 ter rue de la carrière
54330 VEZELISE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°6 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A M. VAN HAMME OLIVIER, DOCTEUR VETERINAIRE A LONGWY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5, R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDSV54/04/SA/44 du 6 juillet 2004 portant attribution du mandat sanitaire provisoire

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 6 juillet 2005 à :

VAN HAMME Olivier
Docteur vétérinaire
72 avenue du 8 mai
54400 LONGWY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°7 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A M. LASSUS CHRISTOPHE, DOCTEUR VETERINAIRE A LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5, R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrête préfectoral n°DDSV/54/04/SA/68 du 16 novembre 2004 portant attribution du mandat sanitaire provisoire

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 16 novembre 2005 à :

LASSUS Christophe
Docteur vétérinaire
14 rue des Hours
54300 LUNEVILLE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE N° DDSV/54/SA/06 N°8 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A MME PINON NATHALIE, DOCTEUR VETERINAIRE A TONNOY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R221-5, R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDSV/54/05/SA/28 du 13 janvier 2005 portant attribution du mandat sanitaire provisoire

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

A R R E T E**Article 1^{er}** - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 13 janvier 2006 à :

PINON Nathalie

Docteur vétérinaire

12 grande rue

54210 TONNOY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.**Article 3** - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.**Article 4** - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT****SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2005/DDE/089/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mai 1973 et ses modificatifs, fixant les conditions dans lesquelles peuvent être autorisées les leçons de conduite sur autoroute ;

Vu les arrêtés interministériels du 5 mars 1991 relatifs au titre de moniteur et à l'exploitation d'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ;

Vu la circulaire interministérielle du 22 octobre 1976 relative à l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1979 réglementant l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Sécurité Routière en date du 8 novembre 2005 ;

Considérant la nécessité de réglementer l'apprentissage de la conduite de tous les véhicules automobiles sur la voie publique et d'assurer la sécurité des usagers ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I** - L'apprentissage de la conduite de tous les véhicules automobiles y compris les motocyclettes et les vélomoteurs ne peut avoir lieu sur la voie publique que sous la responsabilité et la surveillance constante et directe d'une personne titulaire du permis de conduire correspondant à la catégorie du véhicule utilisé pour l'apprentissage.**ARTICLE II** - En ce qui concerne les véhicules automobiles autres que la motocyclette ou le vélomoteur, le moniteur doit prendre place à côté du candidat, le véhicule étant muni d'un système de double commande de frein et de débrayage.

S'il s'agit d'une motocyclette avec side-car, le moniteur occupera le siège latéral du véhicule pour pouvoir intervenir en cas de besoin et corriger toute manœuvre dangereuse.

Pour les motocyclettes sans side car ou les vélomoteurs, l'enseignement en circulation ne peut être assuré que par un moniteur titulaire d'une autorisation préfectorale d'enseigner. Le ou les moniteurs doivent se tenir à une distance suffisamment rapprochée des candidats pour les avoir constamment en vue, conseiller les manœuvres et veiller à ce qu'ils ne présentent pas de danger à la circulation.

En outre, l'enseignement en groupe de la conduite des motocyclettes et des vélomoteurs sans side-car sur les voies ouvertes à la circulation, à l'exclusion des autoroutes, est également autorisé sous la responsabilité de l'exploitant ou du représentant légal de l'établissement d'enseignement dans les conditions prévues par la circulaire interministérielle du 22 octobre 1976 relative à l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur.

L'enseignement de la conduite des motocyclettes et des vélomoteurs sur le réseau autoroutier et à 2x 2 voies est limité à un élève par moniteur.

ARTICLE III - Les Maires et le Président du Conseil Général ont le droit de prescrire, dans la limite de leurs pouvoirs et lorsque l'intérêt de la sécurité ou de l'ordre public l'exige, des mesures plus restrictives et notamment d'interdire certains itinéraires aux élèves conducteurs, dans le strict respect du Code de la Route et notamment ses articles L. 411- 1 et L. 411-3 et du Code Général des collectivités territoriales.**ARTICLE IV** - Les moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur à titre onéreux devront se conformer aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 5 mars 1991 relatif aux conditions d'exercice de la profession d'enseignant de la conduite.

Les leçons de conduite sur autoroute doivent être données par des moniteurs titulaires de l'autorisation d'enseigner qui constitue un titre de Police à présenter à toute réquisition, et sur des véhicules répondant aux conditions fixées par l'arrêté interministériel du 5 mars 1991 relatif à l'exploitation d'établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur.

Les conditions dans lesquelles ces leçons de conduite peuvent être autorisées sont fixées par l'arrêté interministériel du 25 mai 1973.

ARTICLE V - L'apprentissage de la conduite des véhicules automobiles est interdit sur les routes et sections de routes définies ci-après en dehors des agglomérations traversées :

Interdictions les dimanches, jours de fête et jours d'application du Plan Primevère

- A. 33 sur toute sa longueur
- A. 31 sur toute sa longueur
- A. 330 sur toute sa longueur
- RN 59 sur toute sa longueur
- RN 333 entre A 33 et RN 4 2x2 voies
- RN 57 entre A 330 et limite des Vosges
- RN 52 sur toute sa longueur
- RN 4 entre limite Meuse et A. 31 et entre RN 333 et section RN 4 bidirectionnelle

ARTICLE VI - L'arrêté préfectoral du 20 juillet 1993 est abrogé.

ARTICLE VII - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Messieurs les sous préfets de BRIEY, TOUL et LUNEVILLE, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le chef du service de l'industrie et des mines, Madame la déléguée de l'éducation routière et à Madame la directrice des archives départementales.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2006/DDE/004/CBER

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la CUGN ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de mise à niveau des glissières de sécurité sur la bretelle de l'A. 330 vers l'A. 33 - sens EPINAL - PARIS/METZ sur le territoire de la commune de FLEVILLE-devant-NANCY ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Le lundi 23 janvier 2006 de 22 h 00 à 5 h 00, la bretelle sur l'A330 - sens EPINAL - PARIS/METZ sera fermée à toute circulation.

ARTICLE II**• sens EPINAL - PARIS/METZ**

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

Continuer sur l'A.330 vers NANCY Centre jusqu'au diffuseur d'HEILLECOURT/VANDOEUVRE (n° 2), emprunter la bretelle EPINAL - HEILLECOURT de l'échangeur d'HEILLECOURT sens NANCY - EPINAL, la voie districale HEILLECOURT - EPINAL puis prendre la bretelle NANCY - PARIS de l'A. 33 ;

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le directeur des services techniques de la CUGN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Fléville-devant-Nancy, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 19 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
D. MORLON

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 05-2544 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PLONGEURS DE LA SECURITE CIVILE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des Collectivités Territoriales (parties législatives et réglementaires) ;

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 23 novembre 1999 fixant le guide national de référence relatif aux secours subaquatiques ;

VU la circulaire NOR INT/E/00/00168/C du 25 avril 2002 relative à la formation des médecins au contrôle de l'aptitude et aux soins pré-hospitaliers des sapeurs-pompiers intervenant en milieu hyperbare (SAL) ;

VU les résultats des contrôles techniques et des conditions d'aptitudes opérationnelles au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2300 en date du 16 novembre 2005 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des plongeurs de la Sécurité Civile du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2005 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des plongeurs de la Sécurité Civile du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 s'établit comme suit :

Niveau de Formation	Emploi	Profondeur	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
PLG 3	Conseiller technique	60/SNL	LIEUTENANT	MAGNOLINI	Francis	NANCY
PLG 3	Conseiller technique	60/SNL	COMMANDANT	WARIN	Daniel	NANCY
PLG 3	Conseiller technique	60/SNL	MAJOR	PRIOLET	Pascal	SDIS 54
PLG 3	Conseiller technique	40	MAJOR	THEVENOT	Michel	SDIS 54
PLG 2	Chef d'unité	40/SNL	COMMANDANT	CESCA	Bruno	SDIS 54
PLG 2	Chef d'unité	60	CAL-CHEF	RAMPAZZO	Christophe	LONGWY
PLG 2	Chef d'unité	40/SNL	CAL-CHEF	CLEMENT	Géraud	LUNEVILLE
PLG 2	Chef d'unité	60	SERGEANT	BOURGUIGNON	Bertrand	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	60	ADJUDANT	DEL FABRO	Patrick	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	60	CAPORAL	DUTHION	Remi	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	40/SNL	SERGEANT	JAMIN	Emmanuel	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	40/SNL	MAJOR	LANGLARD	Claude	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	40	LIEUTENANT	LEPOUTERE	Bertrand	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	60	CAPORAL	MAMBER	Thomas	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	60/SNL	SGT-CHEF	SEVRIN	Christophe	NANCY
PLG 2	Chef d'unité	60/SNL	ADJT-CHEF	VAZ-BRANCO	Serge	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	FREITAS	Benjamin	LONGWY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	JOFFRIN	Catherine	LONGWY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	LAMBERTY	Yannick	LONGWY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	MARSOL	Laurent	LONGWY
PLG 1	SAL	20	MAJOR	MICHY	Marc	LONGWY
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	ROTHONG	Olivier	LONGWY
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	WARGA	Sylvain	LONGWY
PLG 1	SAL	40	SAPEUR	BONNEL	Stéphane	LUNEVILLE
PLG 1	SAL	40	SAPEUR	DURAND	Ludovic	LUNEVILLE
PLG 1	SAL	20	CAL-CHEF	LITAIZE	Sébastien	LUNEVILLE
PLG 1	SAL	20	ADJUDANT	NOEL	Didier	LUNEVILLE
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	BIEBER	Alexandre	NANCY
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	BUCHMANN	Vincent	NANCY
PLG 1	SAL	40	SERGEANT	CAPITOLIN	James	NANCY
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	CAPUT	Stéphane	NANCY
PLG 1	SAL	40	SERGEANT	DEMARCHE	Vincent	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	DISSE	Fabien	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	GRANDJEAN	Bastien	NANCY
PLG 1	SAL	40	CAPORAL	GUYOT	Mickael	NANCY
PLG 1	SAL	40	SGT-CHEF	HORNOY	Jean-Michel	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	HOUOT	Florent	NANCY
PLG 1	SAL	20	SERGEANT	INGRESSI	Corinne	NANCY
PLG 1	SAL	20	MAJOR	KIEFFER	Jean-marc	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	LUCKO	Mickael	NANCY
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	MALINGREY	Aurélien	NANCY
PLG 1	SAL	20	ADJUDANT	MANNEVILLE	Benoît	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPITAINE	MARTET	Olivier	NANCY
PLG 1	SAL	40	SERGEANT	MOGENC	Jean Michel	NANCY
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	PUTINO	Yannick	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	SIBERT	Jérôme	NANCY
PLG 1	SAL	20	LIEUTENANT	TURCI	Guillaume	NANCY
PLG 1	SAL	20	CAPORAL	VALTAIN	Alexandre	NANCY

PLG 1	SAL	40	LIEUTENANT	MORIAU	Yannick	SDIS 54
PLG 1	SAL	20	MAJOR	SCHLICHTING	Pascal	SDIS 54
PLG 1	SAL	20	SERGEANT	CUNIN	Emmanuel	TOUL
PLG 1	SAL	40	CAPORAL	LEMERCIER	Mathieu	TOUL
PLG 1	SAL	20	SERGEANT	MARTIN	Franck	TOUL
PLG 1	SAL	20	SAPEUR	TAGNON	Pascal	TOUL

* SNL : surface non libre

ARTICLE 3 : Cette liste est valable jusqu'au **31 décembre 2006**.

ARTICLE 4 : Seuls les plongeurs, inscrits sur cette liste, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2545 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES RADIOLOGIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2002 fixant le guide national de référence relatif aux risques radiologiques ;

VU le décret du 31 mars 2003 relatif aux interventions en situation d'urgence radiologique et en cas d'exposition durable et modifiant le code de la santé publique ;

VU les résultats des entraînements nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La liste d'aptitude opérationnelle des personnels sapeurs pompiers d'intervention face aux risques radiologiques du département de Meurthe et Moselle pour l'année 2006 est annexée (7) à cet arrêté.

ARTICLE 2 : Cette liste est valable un an à compter du **1er janvier 2006**.

ARTICLE 3 : Seuls les personnels sapeurs-pompiers d'intervention face aux risques radiologiques inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 4 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 5 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de la Meurthe et Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ANNEXE 1

PERSONNELS RAD DECLARES APTE DANS LEUR NIVEAU DE SPECIALITE JUSQU'AU 31 MARS 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RAD 2 GOC 2	chef d'équipe intervention RAD	MAJ	BERTAUX	Regis	NANCY
RAD 2 GOC 2	chef d'équipe intervention RAD	CAP	MANGIN	David	NANCY
RAD 2 GOC 2	chef d'équipe intervention RAD	SGC	THIEBAUT	Jean-Paul	NANCY
RAD 2 GOC 2	chef d'équipe intervention RAD	MAJ	THIESSE	Daniel	NANCY
RAD 2 GOC 2	chef d'équipe intervention RAD	MAJ	MICHEL	Jean-Luc	PONT A MOUSSON
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	CHALVET	Thierry	POMPEY
RAD 1 GOC 1	chef d'équipe reconnaissance RAD	SGC	CHARBONNEL	Yves	NANCY
RAD 1 GOC 1	chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	CHRETIEN	Pascal	PONT A MOUSSON
RAD 1	équipier reconnaissance RAD	CAP	CASTET	Anne	SDIS 54
RAD 1	équipier reconnaissance RAD	SGC	LALLEMENT	Jean-Marc	SDIS 54

ANNEXE 2

CONSEILLER TECHNIQUE RAD 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Nom	Prénom	Affectation
RAD 4	Conseiller Technique RAD	CNE	JUILLERAT	Laurent	SDIS 54

ANNEXE 3

CHEF DE CMIR 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RAD 3	Chef CMIR	CNE	BARBIER	Jean-Francois	BRIEY
RAD 3	Chef CMIR	CNE	PITZ	Gerard	LONGWY
RAD 3	Chef CMIR	CNE	WATRIN	Frédéric	LONGWY
RAD 3	Chef CMIR	CNE	CUNAT	Damien	LUNEVILLE
RAD 3	Chef CMIR	CNE	FREY	Pascal	NANCY
RAD 3	Chef CMIR	CNE	MARTET	Olivier	NANCY
RAD 3	Chef CMIR	MAJ	THISSE	Denis	NANCY
RAD 3	Chef CMIR	LNT	TURCI	Guillaume	NANCY
RAD 3	Chef CMIR	CNE	PIGNE	Manuel	PONT A MOUSSON
RAD 3	Chef CMIR	CNE	ASSFELD	Gerald	SDIS 54
RAD 3	Chef CMIR	CDT	CESCA	Bruno	SDIS 54
RAD 3	Chef CMIR	CNE	DUMOULIN	Olivier	SDIS 54
RAD 3	Chef CMIR	CNE	IMBERT	Stephane	SDIS 54
RAD 3	Chef CMIR	LNT	KOESSLER	Jacques	SDIS 54
RAD 3	Chef CMIR	MAJ	RENEAUX	Didier	SDIS 54
RAD 3	Chef CMIR	CNE	MERENS	Murielle	TOUL

ANNEXE 4

CHEF D'EQUIPE INTERVENTION RAD 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAP	DEMOGEOT	Sebastien	AUDUN LE ROMAN
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	BAYETTE	Michel	BRIEY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGT	THIRY	Gilles	BRIEY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADC	VILLEMIN	Alix	LENONCOURT
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAP	VISINE	Gauthier	LENONCOURT
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	MICHY	Marc	LONGWY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADC	ADAM	Didier	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	BOUVIER	Nicolas	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAC	CARLY	Samuel	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGT	COLSON	Cyril	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	DOUCET	Gilbert	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	JILQUIN	Williams	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGT	LALLEMANT	Laurent	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAC	LITAIZE	Sebastien	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	PIERSON	Jean-Marie	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAC	RITZ	Teddy	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	STAUB	Jean-Michel	LUNEVILLE
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAP	MARSOL	Laurent	MONT BONVILLERS
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAP	BERTEAU	Francois	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADC	CORNU	Patrice	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	DEL FABBRO	Patrick	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CDT	DENOMME	Gerard	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	GIBIERGE	Cyril	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	HABERT	Michel	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	HANESSE	Dominique	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	HORNOY	Jean-Michel	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	KIEFFER	Jean-Marc	NANCY

RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	LEPOUTERE	Bertrand	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	MAGNOLINI	Francis	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	MARCHAL	Dominique	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	MILLEY	Jerome	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	MOREL	Denis	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	PITZ	Mahdjouba	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	ROLLET	Fabrice	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	ROUSSEL	Thierry	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	SEVRIN	Christophe	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	SYLVESTRE	Gilles	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	VALANCE	Sabine	NANCY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CAP	ANDRE	Julien	NEUVES MAISONS
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	BISSONNET	Jean-Claude	NEUVES MAISONS
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	GONCALVES	Agostinho	NEUVES MAISONS
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	BERQUAND	Bruno	POMPEY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGT	GRAFF	William	POMPEY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	JACOB	Christophe	POMPEY
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	CNE	BALLAND	Hervé	PONT A MOUSSON
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	FLORENTIN	Jean-Marie	SAINT NICOLAS DE PORT
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	BONAFFINI	Sylvestre	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGT	BURTIN	Emmanuel	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	PH2	CHAUBET	Stephanie	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	DRACACCI	Sylvain	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGT	MAHIER	Stephane	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	MIGNOT	Philippe	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	MORIAU	Yannick	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	MOUROT	Joel	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	SCHLICHTING	Pascal	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	VERY	Bruno	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	SGC	WEIDMANN	Christophe	SDIS 54
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	MAJ	JARDEL	Michel	TOUL
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	ADJ	PETREMENT	Yannick	TOUL
RAD 2 GOC 2	Chef équipe intervention RAD	LNT	JOLY	Philippe	VAL DE SEILLE

ANNEXE 5

EQUIPIER INTERVENTION RAD 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	DEMOGEOT	Sebastien	BRIEV
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	DENISET	Stephane	LONGWY
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	MARSOL	Laurent	LONGWY
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAC	CLEMENT	Geraud	LUNEVILLE
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	VISINE	Gauthier	LUNEVILLE
RAD 2	Equipier intervention RAD	SGT	APARIS	Roger	NANCY
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	CAUDAL	Cyril	NEUVES MAISONS
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	ANDRE	Julien	SDIS 54
RAD 2	Equipier intervention RAD	SA1	PETREMENT	Yannick	SDIS 54
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	THOUVENOT	Aurelia	SDIS 54
RAD 2	Equipier intervention RAD	SGC	KRISNER	Claude	TOUL
RAD 2	Equipier intervention RAD	CAP	TALFOURNIER	Guillaume	TOUL

ANNEXE 6

CHEF D'EQUIPE RECONNAISSANCE RAD 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGC	GIRARDOT	Philippe	BADONVILLER
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADC	FERY	Alain	BRIEV

RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADJ	MARCHESE	Antoine	BRIEY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADC	TINTIGNER	Gérard	BRIEY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAC	ENSMINGER	Lionel	CHAMPENOUX
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	ZIEGLER	Sylvain	FAVIERES
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	VALLI	Vanessa	GERBEVILLER
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	USTUN	Metin	HAROUÉ
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAL	LAHURE	Jérôme	HATRIZE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAC	BARBERIS	Cyrille	LUNEVILLE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADC	BONTEMS	Michel	LUNEVILLE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	HAENEL	Laurent	LUNEVILLE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	MALGRAS	Eric	LUNEVILLE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADJ	NOEL	Didier	LUNEVILLE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SCH	VIAL	Gerald	LUNEVILLE
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	BOURGUIGNON	Bertrand	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	INGRESSI	Corine	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAC	KECH	Martial	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	LEMOINE	Christophe	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADJ	MANNEVILLE	Benoît	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADC	MARCHAL	Richard	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	MOUGEOT	Pierre	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	MAJ	PIAT	Francis	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	PIERSON	Frederic	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGC	PIGNATELLI	Georges	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	REMY	Olivier	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	RENAULT	Jacques	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAC	SCHLOSSER	Paul-Andre	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGC	SIMON	Marc	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADC	SINKEC	Patrick	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	MAJ	VAUTRIN	Gerald	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SA1	VIRY	Laurent	NANCY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAC	GONCALVES	Michael	NEUVES MAISONS
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADJ	MINET	Laurent	NEUVES MAISONS
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	MAJ	KECH	Christian	POMPEY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	MONTEIRO	Jean-Louis	PONT A MOUSSON
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	PETIT	Jean-Francois	SAINT CLEMENT
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	CISTERNINO	Frederic	SDIS 54
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGC	JOLY	Richard	SDIS 54
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	KELPIN	Nicolas	TONNOY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	MATHIS	Olivier	TONNOY
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADJ	CHARETTE	Herve	TOUL
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	CUNIN	Emmanuel	TOUL
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGC	DE SANTIS	Fabrice	TOUL
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	ADJ	LALLOUE	Noel	TOUL
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	SGT	MARTIN	Franck	TOUL
RAD 1 GOC 1	Chef d'équipe reconnaissance RAD	CAP	ROBERT	Lionel	VANDIERES

ANNEXE 7

EQUIPIER RECONNAISSANCE RAD 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	LAHURE	Jérôme	BRIEY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	FREITAS	Benjamin	LONGWY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	JOFFRIN	Catherine	LONGWY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	MONTEIRO	Jean-Louis	LONGWY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	NEMEC	David	LONGWY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	VIAL	Stephane	LONGWY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	GIRARDOT	Philippe	LUNEVILLE

RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	VIAL	Gerald	LUNEVILLE
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	AUBERT	Thierry	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	SGC	BARBEY	Luc	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	BASTIEN	Pascal	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	CITE	Emmanuel	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	COLLOT	Florent	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	CORNU	Fabien	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	COURTOIS	Romain	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	DEBLAY	Julien	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	DUTHION	Remi	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	ENSMINGER	Lionel	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	FERRER	Thibault	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	FREZE	Damien	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	GONCALVES	Michael	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	GUDEFIN	Arnaud	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	HOLLARD	Arnaud	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	HOUOT	Florent	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	JACQUOT	Patrick	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	JANNUER	Magaly	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	KELPIN	Nicolas	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	LAMBERT	Jennifer	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	LUCKO	Mickael	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	MAMBER	Karine	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	MAMBER	Thomas	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	MARANGE	Thibaut	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	MATHIS	Olivier	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	MEURISSE	Frederic	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	NOEL	Caroline	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	PETIT	Jean-Francois	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	RAVAUX	Lionnel	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	ROUBACHE	Nabil	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	ROUSSEAU	Frantz	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	SIDHOUM	Célia	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	USTUN	Metin	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	VALTAIN	Alexandre	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	VENTRELLA	Arnaud	NANCY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	RICHARD	Jean-Pascal	POMPEY
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	DE POLI	Guillaume	PONT A MOUSSON
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	ROBERT	Lionel	PONT A MOUSSON
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	DIDELOT	Cyril	SDIS 54
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	VALLI	Vanessa	SDIS 54
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	DEHAN	Olivier	TOUL
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	FALLOT	Stephen	TOUL
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	FELICANI	Nicolas	TOUL
RAD 1	Equipier reconnaissance RAD	CAP	GOURDANGE	Thierry	TOUL

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2546 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS
D'INTERVENTION FACE AUX RISQUES CHIMIQUES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU la circulaire NOR/INT/E/87/00086/C du 2 avril 1987 relative à l'enseignement de l'intervention face aux risques chimiques ;

VU la circulaire NOR/INT/E/94/00312/C du 9 décembre 1994 relative à l'intervention face aux risques chimiques ;

VU la note d'information n° 1179 du 12 juillet 1994 du schéma national de formation relative à la formation à la lutte contre les accidents ou incidents mettant en cause des produits chimiques ;

VU les résultats des entraînements nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La liste d'aptitude opérationnelle des personnels sapeurs pompiers d'intervention face aux risques chimiques du département de Meurthe et Moselle pour l'année 2006 est annexée (5) à cet arrêté.

ARTICLE 2 : Cette liste est valable un an à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 3 : Seuls les personnels sapeurs-pompiers d'intervention face aux risques chimiques inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 4 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 5 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de la Meurthe et Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ANNEXE 1

PERSONNELS RCH DECLARES APTES DANS LEUR NIVEAU DE SPECIALITE JUSQU'AU 31 MARS 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	BERTAUX	Regis	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	PITZ	Mahdjouba	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADC	SINKEC	Patrick	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	VALTAIN	Alexandre	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	CAUDAL	Cyril	NEUVES MAISONS
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	COLIN	Stephane	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	MICHEL	Jean-Luc	PONT A MOUSSON
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	CASTET	Anne	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	YOEUSLEY	Gerald	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	CAP	JANNUER	Magaly	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	KELPIN	Nicolas	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MATHEY	James	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	PAILLON	Gregory	NANCY
RCH 1	Equipier C	MAJ	VAUTRIN	Gerald	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	FRANCOIS	Cyril	PONT A MOUSSON

ANNEXE 2

CONTROLEUR TECHNIQUE CMIC RCH 2006

Niveau de formation	RCH emploi	Grade	Nom	Prénom	Affectation
RCH 4	Conseiller technique CMIC	CDT	CESCA	Bruno	SDIS 54

ANNEXE 3

CHEF DE CMIC RCH 2006

Niveau de formation	RCH Emploi	Grade	Nom	Prénom	Affectation
RCH 3	Chef de CMIC	CDT	DELALANDE	Philippe	BRIEY
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	WATRIN	Frédéric	LONGWY
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	CUNAT	Damien	LUNEVILLE
RCH 3	Chef de CMIC	CDT	DENOMME	Gerard	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	FREY	Pascal	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	MAJ	KIEFFER	Jean-Marc	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	LNT	LEPOUTERE	Bertrand	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	MARTET	Olivier	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	MAJ	THISSE	Denis	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	CDT	WARIN	Daniel	NANCY
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	BALLAND	Hervé	PONT A MOUSSON
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	PIGNE	Manuel	PONT A MOUSSON
RCH 3	Chef de CMIC	LNT	FLORENTIN	Jean-Marie	SAINT NICOLAS DE PORT

RCH 3	Chef de CMIC	PH2	CHAUBET	Stephanie	SDIS 54
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	DUMOULIN	Olivier	SDIS 54
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	IMBERT	Stephane	SDIS 54
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	JUILLERAT	Laurent	SDIS 54
RCH 3	Chef de CMIC	LNT	KOESSLER	Jacques	SDIS 54
RCH 3	Chef de CMIC	MAJ	VERY	Bruno	SDIS 54
RCH 3	Chef de CMIC	CNE	MERENS	Murielle	TOUL

ANNEXE 4

CHEF D'EQUIPE C RCH 2006

Niveau de formation	RCH Emploi	Grade	Nom	Prénom	Affectation
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	BAYETTE	Michel	BRIEY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	GANGLOFF	Edwige	BRIEY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	GRANDPIERRE	Emilie	BRIEY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	THIRY	Gilles	BRIEY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADC	TINTIGNER	Gerard	BRIEY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADC	VILLEMEN	Alix	LENONCOURT
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	BERTOLOTI	Cedric	LONGWY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	HOLLARD	Philippe	LONGWY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	MICHEL	Jean-Francois	LONGWY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	MICHY	Marc	LONGWY
RCH 2	Chef d'équipe C	CNE	PITZ	Gerard	LONGWY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	RAMPAZZO	Christophe	LONGWY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	BARBERIS	Cyrille	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	BOUVIER	Nicolas	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	CARLY	Samuel	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	CLEMENT	Geraud	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	COLSON	Cyril	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	GARNIER	Jerome	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	GIRARDOT	Philippe	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	HAENEL	Laurent	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	LALLEMANT	Laurent	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	LITAIZE	Sebastien	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	MALGRAS	Eric	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	PIERSON	Jean-Marie	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	RITZ	Teddy	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	STAUB	Jean-Michel	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	THOUVENIN	Geoffrey	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	VALLI	Arnaud	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	VISINE	Gauthier	LUNEVILLE
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	AUBERT	Thierry	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	BERTEAU	Francois	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	BERTUZZI	Olivier	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	CITE	Emmanuel	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	DEBLAY	Julien	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	DEL FABBRO	Patrick	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	ENSMINGER	Lionel	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	FEIVET	Alexandre	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	FERRER	Thibault	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	FORAY	David	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	FRANZETTI	Yoann	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	GALCERA	Jerome	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	GIBIERGE	Cyril	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	GODOT	Michael	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	GUDEFIN	Arnaud	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	HABERT	Michel	NANCY

RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	HANESSE	Dominique	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	HORNOY	Jean-Michel	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	INGRESSI	Corine	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	KECH	Martial	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	KEMPF	Patrick	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	LACHAMBRE	Thierry	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	LANIER	Claude	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	LEFEBVRE	Loic	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	LEMOINE	Christophe	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	MAGNOLINI	Francis	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	MAHE	Gérald	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	MANNEVILLE	Benoit	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	MARCHAL	Dominique	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	MATHIEU	Daniel	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	MATHIS	Olivier	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	MOGENC	Jean-Michel	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	MOREL	Denis	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	PIGNATELLI	Georges	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	RAVAUX	Lionnel	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	ROLLET	Fabrice	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	ROUBACHE	Nabil	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	ROUSSEAU	Frantz	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAC	SCHLOSSER	Paul-Andre	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	SEMLER	Clement	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	SEVRIN	Christophe	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	TURCI	Guillaume	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	VALANCE	Sabine	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	VENTRELLA	Arnaud	NANCY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	BISSONNET	Jean-Claude	NEUVES MAISONS
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	MINET	Laurent	NEUVES MAISONS
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	PALINIEWICZ	Michel	NEUVES MAISONS
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	BOUQUILLON	Bruno	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	CHALVET	Thierry	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	GRAFF	William	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	JACOB	Christophe	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	KECH	Christian	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	RICHARD	Jean-Pascal	POMPEY
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	SARGIS	Jean-Yves	PONT A MOUSSON
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	BERNARD	Laurent	SAINT NICOLAS DE PORT
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	ANDRE	Julien	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	BURTIN	Emmanuel	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	COLET	Raoul	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	LHUIILLIER	Francis	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	MORIAU	Yannick	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	RENEAUX	Didier	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	MAJ	SCHLICHTING	Pascal	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	THOUVENOT	Aurelia	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	WAGENFUHR	Eric	SDIS 54
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	CHAFFIN	Ludovic	TOUL
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	CHARETTE	Herve	TOUL
RCH 2	Chef d'équipe C	ADJ	HAINOT	Christophe	TOUL
RCH 2	Chef d'équipe C	SGC	KRISNER	Claude	TOUL
RCH 2	Chef d'équipe C	SGT	MARTIN	Franck	TOUL
RCH 2	Chef d'équipe C	CAP	TALFOURNIER	Guillaume	TOUL
RCH 2	Chef d'équipe C	LNT	JOLY	Philippe	VAL DE SEILLE

ANNEXE 5

EQUIPIER C RCH 2006

Niveau de formation	RCH Emploi	Grade	Nom	Prénom	Affectation
RCH 1	Equipier C	CAP	ADAM	Sébastien	BACCARAT
RCH 1	Equipier C	ADJ	BRENNEUR	Régis	BRIEY
RCH 1	Equipier C	CAP	DEMOGEOT	Sébastien	BRIEY
RCH 1	Equipier C	ADC	FERY	Alain	BRIEY
RCH 1	Equipier C	CAP	FIUMANIA	Michael	BRIEY
RCH 1	Equipier C	ADC	GARIN	Denis	BRIEY
RCH 1	Equipier C	CAP	LAHURE	Jérôme	BRIEY
RCH 1	Equipier C	ADJ	MARCHESE	Antoine	BRIEY
RCH 1	Equipier C	CAP	MASSON	Stéphanie	BRIEY
RCH 1	Equipier C	SA2	MURATORE	Jérémy	BRIEY
RCH 1	Equipier C	SGC	TALIA	Jean	BRIEY
RCH 1	Equipier C	ADC	TANNEUR	Frédéric	BRIEY
RCH 1	Equipier C	CAP	BODIN	Xavier	COLOMBEY LES BELLES
RCH 1	Equipier C	CAP	DENISET	Stéphane	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAP	FREITAS	Benjamin	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAC	LECHERF	Servais	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAP	LILLE	Xavier	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAP	MONTEIRO	Jean-Louis	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAP	NEMEC	David	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAP	TORTAY	Dimitri	LONGWY
RCH 1	Equipier C	CAP	VIAL	Stéphane	LONGWY
RCH 1	Equipier C	SA1	WARGA	Sylvain	LONGWY
RCH 1	Equipier C	ADC	ADAM	Didier	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	SGC	BAUMGARTNER	Eric	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	SA1	BONNEL	Stéphane	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	CAP	DESCHAMPS	Benjamin	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	SA2	DURAND	Ludovic	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	SA1	KLEIN	Cyril	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	SA1	MENDES	Francis	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	ADJ	NOEL	Didier	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	CAP	PAPIRER	Dominique	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	SA1	PYRKA	Jérôme	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	CAP	STUTZMANN	Thomas	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	CAP	VIAL	Gérald	LUNEVILLE
RCH 1	Equipier C	ADC	KOSCIELNY	Christian	MONT BONVILLERS
RCH 1	Equipier C	CAP	BIGEREL	Clément	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	BIZE	Cyril	NANCY
RCH 1	Equipier C	ADJ	BOULANGE	Gilles	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGT	BOURGUIGNON	Bertrand	NANCY
RCH 1	Equipier C	ADC	CHEVALLIER	Hervé	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGC	CHEVILLION	Vincent	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA1	CLAUDE	Sandrine	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	CLAUS	Robert	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	COLLOT	Florent	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	CORNU	Fabien	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	COURTOIS	Romain	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	DISSE	Fabien	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	DUTHION	Remi	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	FERREUX	Nicolas	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	FIORANI	Julien	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	FREZE	Damien	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	GELLENONCOURT	Benoît	NANCY

RCH 1	Equipier C	SA1	GODENIR	David	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	GONCALVES	Michael	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA1	HENRY	Jean- Raphaël	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	HERBAIN	Julien	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA1	HEYMS	Jérémie	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	HOLLARD	Arnaud	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	HOUOT	Florent	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGC	INGRESSI	Christian	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	JACQUOT	Patrick	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGC	KECH	Michel	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	KUEHN	Sébastien	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	LAMBERT	Jennifer	NANCY
RCH 1	Equipier C	MAJ	LANGLARD	Claude	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	LAUGRAND	Thomas	NANCY
RCH 1	Equipier C	ADC	LESLE	Jean- Bernard	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGT	LOUAIL	Said	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	LUCKO	Mickael	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MAGNIER	Jonathan	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MAMBER	Thomas	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MAMBER	Karine	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MARCHAL	Christophe	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MARIN	Michael	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA1	MARTIN	Philippe	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	MEURISSE	Frédéric	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	NOEL	Caroline	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	NOEL	Romain	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	PERSONENI	Romain	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	PETIT	Jean-François	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAC	RAVAL	Nicolas	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGT	REMY	Olivier	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGT	RENAULT	Jacques	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	REVEILLE	Sébastien	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA2	ROQUES	Lionel	NANCY
RCH 1	Equipier C	ADJ	ROUSSEL	Thierry	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	SIDHOUM	Célia	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGC	SIMON	Marc	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	SPAGNI	Romuald	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	STAUDT	Vincent	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	THIEBERT	Guillaume	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA1	THOUVENIN	Hervé	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	THOUVENOT	Yann	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	USTUN	Metin	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA2	VILLERMIN	Olivier	NANCY
RCH 1	Equipier C	SA1	WARIN	Cyrille	NANCY
RCH 1	Equipier C	CAP	WATTELET	Florian	NANCY
RCH 1	Equipier C	SGT	ARCOBA	Robert	NEUVES MAISONS
RCH 1	Equipier C	CAP	BASTIEN	Pascal	NEUVES MAISONS
RCH 1	Equipier C	SA2	FREMION	Pierre-Etienne	NEUVES MAISONS
RCH 1	Equipier C	CAC	JEANPIERRE	Céline	NEUVES MAISONS
RCH 1	Equipier C	SGT	ZIMMERMANN	Sébastien	PIENNES
RCH 1	Equipier C	ADC	CHRETIEN	Jean-Luc	POMPEY
RCH 1	Equipier C	SA1	HOFFMANN	Cyrille	POMPEY
RCH 1	Equipier C	LNT	LAMBERT	Jean-Marc	POMPEY
RCH 1	Equipier C	ADJ	LAMBERT	Michel	POMPEY
RCH 1	Equipier C	CAP	LOISON	Thomas	POMPEY
RCH 1	Equipier C	SA1	REMICHUS	Vincent	POMPEY

RCH 1	Equipier C	CAP	TALLOTTE	Fabienne	POMPEY
RCH 1	Equipier C	ADJ	TANNER	Christophe	POMPEY
RCH 1	Equipier C	CAP	ROBERT	Lionel	PONT A MOUSSON
RCH 1	Equipier C	CAP	BADINA	Sébastien	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SA2	BOLLE	Stéphane	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	CAP	DIDELOT	Cyril	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SGT	GAILLARD	Olivier	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SGC	JOLY	Richard	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SGC	MELINE	Didier	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SGC	MICHEL	Marc	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SA2	MOTTES	Alexandre	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SA1	PETREMENT	Yannick	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	CAP	VALLI	Vanessa	SDIS 54
RCH 1	Equipier C	SA1	BELCOUR	Emilien	TOUL
RCH 1	Equipier C	SGT	CUNIN	Emmanuel	TOUL
RCH 1	Equipier C	SGC	DE SANTIS	Fabrice	TOUL
RCH 1	Equipier C	CAP	DEHAN	Olivier	TOUL
RCH 1	Equipier C	CAP	DUMANOIS	Yann	TOUL
RCH 1	Equipier C	SA1	ESNAULT	David	TOUL
RCH 1	Equipier C	CAP	FALLOT	Stephen	TOUL
RCH 1	Equipier C	CAL	FELICANI	Nicolas	TOUL
RCH 1	Equipier C	SGC	GAUME	Bruno	TOUL
RCH 1	Equipier C	CAP	GOURDANGE	Thierry	TOUL
RCH 1	Equipier C	ADJ	LALLOUE	Noël	TOUL
RCH 1	Equipier C	CAP	LEMERCIER	Mathieu	TOUL
RCH 1	Equipier C	SA2	TAGNON	Pascal	TOUL

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 05-2547 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES EQUIPES CYNOTECHNIQUES
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours ;

VU l'arrêté du 18 janvier 2000 fixant le guide national de référence relatif à la cynotechnie ;

VU les résultats des entraînements et des contrôles d'aptitude physique nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle portés sur les livrets individuels au titre de l'année 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La liste d'aptitude opérationnelle des équipes cynotechniques du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006, s'établit comme suit :

MAITRE-CHIEN						CHIEN		
Niveau de Formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation	Noms	Date de Naissance	Race
CYN 2	Chef Unité Cyno	ADJUDANT	NOEL	DIDIER	LUNEVILLE	FRISKETTE	18/08/92	Berger N° NUS 977
						RUBY	10/11/00	Golden Retriever (F) N° 2 AEG 069
CYN 2	Chef Unité Cyno	ADJUDANT	LALLOUE	NOEL	TOUL	GIRCO	12/04/91	Berger des Pyrénées N° MKR 130
CYN 2	Chef Unité Cyno	ADJUDANT	CHARETTE	HERVE	TOUL	JICKY	14/09/94	Berger belge N° RYR 394
CYN 1	Conduc-teur Cyno	CAPORAL	REVEILLE	SEBASTIEN	NANCY	NICKY	14/09/97	Berger beige Malinois N° VXR 452

ARTICLE 2 : Cette liste est valable un an à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 3 : Seules les équipes Cynotechniques inscrites sur cette liste peuvent être engagées en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 4 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;

- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 05-2548 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE A L'ENCADREMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES
DES SAPEURS-POMPIERS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;

VU la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

VU l'arrêté du 6 septembre 2001 relatif à l'encadrement des activités physiques et sportives chez les sapeurs-pompiers ;

VU la circulaire NOR INT/C/E/01/002700 du 4 octobre 2001 précisant l'arrêté du 6 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 9 octobre 1986 modifié relatif au recyclage et au perfectionnement des équipes ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 1322 en date du 27 juin 2005 fixant la liste d'aptitude à l'encadrement des activités physiques et sportives des sapeurs-pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2005 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude à l'encadrement des activités physiques et sportives des sapeurs-pompiers du département de Meurthe-et-Moselle, pour l'année 2006, s'établit comme suit :

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
EPS 2	Educateur sportif	CAC	RAMPAZZO	Christophe	LONGWY
EPS 2	Educateur sportif	CAC	RITZ	Teddy	LUNEVILLE
EPS 2	Educateur sportif	CAP	JANNUER	Magaly	NANCY
EPS 2	Educateur sportif	SA1	MAIRE	Cédric	NANCY
EPS 2	Educateur sportif	SGC	MILLEY	Jerome	NANCY
EPS 2	Educateur sportif	MAJ	MOREL	Denis	NANCY
EPS 2	Educateur sportif	SGC	MOREL	Jean-Louis	NANCY
EPS 2	Educateur sportif	SGT	ARCOBA	Robert	NEUVES MAISONS
EPS 2	Educateur sportif	CAP	BASTIEN	Pascal	NEUVES MAISONS
EPS 2	Educateur sportif	ADJ	SARGIS	Jean-Yves	PONT A MOUSSON
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	JOFFRIN	Catherine	LONGWY
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	WARGA	Sylvain	LONGWY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	BAROTTE	Olivier	LUNEVILLE
EPS 1	Opérateur sportif	SGC	JILQUIN	Williams	LUNEVILLE
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	KLEIN	Cyril	LUNEVILLE
EPS 1	Opérateur sportif	ADJ	NOEL	Didier	LUNEVILLE
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	PYRKA	Jérôme	LUNEVILLE
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	BAUDELLOT	Yannick	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	BELLIVIER	Nicolas	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	BIGEREL	Clément	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	SGT	CAPITOLIN	James	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	DELBE	Teddy	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	FORAY	David	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	LT	FRANZETTI	Yoann	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	GUYOT	Mickael	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	SGT	INGRESSI	Corine	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	JANIN	Christophe	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAC	KEMPF	Patrick	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	KUEHN	Sébastien	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAC	PARISET	Arnaud	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	PUTINO	Yannick	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	SGC	SEVRIN	Christophe	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	VALTAIN	Alexandre	NANCY
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	AIROLDI	Aurélien	POMPEY
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	CHALVET	Thierry	POMPEY
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	MICHELET	Emilie	PONT A MOUSSON

EPS 1	Opérateur sportif	CAP	RICHARD	Landry	PONT A MOUSSON
EPS 1	Opérateur sportif	ADJ	BRIEL	Philippe	SDIS 54
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	CASTET	Anne	SDIS 54
EPS 1	Opérateur sportif	SGT	CISTERNINO	Frédéric	SDIS 54
EPS 1	Opérateur sportif	SGT	GAILLARD	Olivier	SDIS 54
EPS 1	Opérateur sportif	CAC	DEMOUGIN	Laurent	TOUL
EPS 1	Opérateur sportif	SA1	ESNAULT	David	TOUL
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	GOURDANGE	Thierry	TOUL
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	KAPPES	Olivier	TOUL
EPS 1	Opérateur sportif	CAP	LEMERCIER	Mathieu	TOUL

ARTICLE 3 : Cette liste est valable jusqu'au **31 décembre 2006**.

ARTICLE 4 : S'ils sont présents dans ISIS, les sapeurs-pompiers inscrits sur cette liste peuvent encadrer des activités physiques et sportives.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2549 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS
SAUVETEURS DEBLAYEURS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 8 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au sauvetage déblaiement ;

VU les résultats des entraînements nécessaires à l'évaluation de l'aptitude opérationnelle au titre de l'année 2005 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La liste d'aptitude opérationnelle des personnels sapeurs pompiers sauveteurs déblayeurs du département de Meurthe et Moselle pour l'année 2006 est annexée (5) à cet arrêté.

ARTICLE 2 : Cette liste est valable un an à compter du **1er janvier 2006**.

ARTICLE 3 : Seuls les personnels sapeurs-pompiers sauveteurs déblayeurs inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 4 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 5 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de la Meurthe et Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ANNEXE 1

PERSONNELS SDE DECLARES APTE DANS LEUR NIVEAU DE SPECIALITE JUSQU'AU 31 MARS 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
SDE 2	Chef d'unité SD	LNT	HOGNON	Michel	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	PAULY	Gérard	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	COLSON	André	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	BERTRAND	Loïs	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	DELAHAYE	Francois	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	LALLEMENT	Jean-Bernard	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	MASSON	Serge	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	PIERRE	Jerome	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	PIGNATELLI	Georges	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	THIEBAUT	Jean-Paul	NANCY

SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	THIESSE	Daniel	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	USTUN	Metin	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	VAZ BRANCO	Serge	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	COLIN	Stéphane	POMPEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	BARBIER	Gilbert	PONT A MOUSSON
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	CHABEAUX	Daniel	PONT A MOUSSON
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	MESSINA	Calogero	PONT A MOUSSON
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	MICHEL	Dominique	PONT A MOUSSON
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	NOEL	Eric	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	SCHOEPFER	Joel	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	CURE	Patrice	TOUL
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	JACQUOT	René	TOUL

ANNEXE 2

CONSEILLER TECHNIQUE SDE 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
SDE3 - FOR 2	Conseiller technique SD	MAJ	MICHY	Marc	LONGWY
SDE3 - FOR 2	Conseiller technique SD	MAJ	ERRARD	Philippe	SDIS 54

ANNEXE 3

CHEF DE SECTION SDE 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
SDE 3	Chef de section SD	CDT	SAUVAGEOT	Lionel	LUNEVILLE
SDE 3	Chef de section SD	CDT	DENOMME	Gerard	NANCY
SDE 3	Chef de section SD	LTC	SIGNE	Philippe	NANCY

ANNEXE 4

CHEF D'UNITE SDE 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Nom	Prénom	Nom du Centre
SDE 2	Chef d'unité SD	ADC	TINTIGNER	Gerard	BRIEY
SDE 2	Chef d'unité SD	ADC	VILLEMIN	Alix	LENONCOURT
SDE 2	Chef d'unité SD	LNT	HAMOUM	Ali	LONGWY
SDE 2	Chef d'unité SD	SGC	LEROY	Bernard	LONGWY
SDE 2	Chef d'unité SD	SA2	LIMAL	Régis	LONGWY
SDE 2	Chef d'unité SD	CNE	PITZ	Gerard	LONGWY
SDE 2	Chef d'unité SD	SGT	BIRDEN	David	MANCIEULLES
SDE 2	Chef d'unité SD	LNT	WOJTOWICZ	Regis	MOINEVILLE VALLEROY
SDE 2	Chef d'unité SD	SGC	ARNOULD	Jean-Jacques	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	CNE	FREY	Pascal	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	KEINERKNECHT	Rene	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	CNE	MARTET	Olivier	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	MATHIEU	Daniel	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	PIAT	Francis	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	ADC	SINKEC	Patrick	NANCY
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	GONCALVES	Agostinho	NEUVES MAISONS
SDE 2	Chef d'unité SD	ADC	CHAUVIN	Pascal	PONT A MOUSSON
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	BONAFFINI	Sylvestre	SDIS 54
SDE 2	Chef d'unité SD	CDT	CESCA	Bruno	SDIS 54
SDE 2	Chef d'unité SD	MAJ	RENEAUX	Didier	SDIS 54
SDE 2	Chef d'unité SD	ADJ	LALLOUE	Noel	TOUL

ANNEXE 5

SAUVETEUR DEBLAYEUR SDE 2006

Niveau de formation	Emploi	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	AUBERT	Patrick	BLAINVILLE-DAMELEVIÈRES

SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	BRANDMEYER	Paul	BLAINVILLE-DAMELEVIERES
SDE 1	Sauveteur déblayeur	LNT	GACHENOT	Andre	BLAINVILLE-DAMELEVIERES
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	GRANDJEAN	Patrick	BLAINVILLE-DAMELEVIERES
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	THIRION	Damien	BLAINVILLE-DAMELEVIERES
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	FOMBARON	Gilbert	BLAMONT
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	BAYETTE	Michel	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CDT	DELALANDE	Philippe	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	DIEFFENBACH	Patrice	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	GANGLOFF	Edwige	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	GILLANT	Cedric	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	MARCHESE	Antoine	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	NIHOTTE	Florence	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	TANNEUR	Frederic	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	TIRLICIEN	Franck	BRIEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	CHOPIN	Johann	DIEULOUARD
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	JACQUOT	Fabrice	DIEULOUARD
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	FERRARI	Teddy	HUSSIGNY GODBRANGE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	LNT	BONNARD	Sebastien	LONGUYON
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	DENISET	Stephane	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	DUVAL	Christophe	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA1	FREITAS	Benjamin	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	HOLLARD	Philippe	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	MONTEIRO	Jean-Louis	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	NEMEC	David	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA1	WARGA	Sylvain	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CNE	WATRIN	Frédéric	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	WEBER	Sebastien	LONGWY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	ADAM	Didier	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	BONTEMS	Michel	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	DESCHAMPS	Benjamin	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	JILQUIN	Williams	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	LALLEMANT	Laurent	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	PIAT	Francis	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	SIMONIN	Francis	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	VALLI	Arnaud	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA1	VIAL	Gerald	LUNEVILLE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	BARBEY	Luc	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	BIZE	Cyril	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	BOULANGE	Gilles	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	BOURGUIGNON	Bertrand	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	BRAUSCH	Didier	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA2	CASSE	Elvis	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	CHARBONNEL	Sylvette	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	CHARBONNEL	Yves	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	CHEVALLIER	Hervé	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	CORNU	Fabien	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	CUNY	Didier	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	DUFOUR	Philippe	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	DURESNE	Dominique	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	LNT	FEIVET	Alexandre	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	FERRY	Claude	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	GONCALVES	Michael	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	HENRY	Stephane	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	HORNOY	Jean-Michel	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	JEANDEL	Philippe	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	KIEFFER	Jean-Marc	NANCY

SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	LAMBERT	Jennifer	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	LEFEBVRE	Loic	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	LNT	MAGNOLINI	Francis	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	MARCHAL	Richard	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	MOGENC	Jean-Michel	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	PARISET	Arnaud	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	RAOULT	Vincent	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	RAVAL	Nicolas	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	REMY	Olivier	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	SCHENCK	Jacques	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	SCHLOSSER	Paul-Andre	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	SEMLER	Clement	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	SEVRIN	Christophe	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	SYLVESTRE	Gilles	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	SZKUTA	Dominique	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	SZKUTA	Philippe	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA1	THOUVENIN	Hervé	NANCY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	ARCOBA	Robert	NEUVES MAISONS
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA1	STAUB	Jean-Luc	NEUVES MAISONS
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SA1	COLLE	Alain	NORROY LE SEC
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	PEYROT	Marie-Noelle	NORROY LE SEC
SDE 1	Sauveteur déblayeur	LNT	BOUQUILLON	Bruno	POMPEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	DAUBANTON	Jean-Luc	POMPEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	JACOB	Christophe	POMPEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	TANNER	Christophe	POMPEY
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	BRIEL	Philippe	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	PH2	CHAUBET	Stephanie	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	MAJ	COLET	Raoul	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	CORRIGER	Jean-Michel	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	DELOCHE	Eric	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	DIDELOT	Cyril	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ME1	HUOT MARCHAND	Francis	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	INF	JEANBERT	Christophe	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CNE	JUILLERAT	Laurent	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	INC	MARCHAL	Christian	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ME1	MOUGEOLLE	Francois	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	WEIDMANN	Christophe	SDIS 54
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAP	AGOGUET	Pascal	TOUL
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	CHARETTE	Herve	TOUL
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADJ	HAINOT	Christophe	TOUL
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	JORANT	Jean-Luc	TRIEUX-TUCQUEGNIEUX
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	ADLER	Maurice	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	BONIFACI	Noel	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	BOTTA	Vincent	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	LNT	DENIS	Gilles	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	FROMENT	Alain	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGT	HUGY	Jose	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	SGC	SCHAFFHAUSER	Patrick	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	CAC	SLIWAKOWSKI	Christophe	VAL DE L'ORNE
SDE 1	Sauveteur déblayeur	ADC	THAIZE	Yannick	VAL DE L'ORNE

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2005-2550 FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS
DU GRIMP (GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEUX PERILLEUX)
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux ;

VU le guide de référence des interventions en sites souterrains du 29 avril 2004 ;

VU l'arrêté Préfectoral n° 2261 du 21 décembre 2004 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des équipiers GRIMP Sapeurs Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2005 ;

CONSIDERANT que l'ensemble des sapeurs pompiers mentionnés ci dessous a été déclaré apte après les contrôles d'aptitude annuels tels que définis dans les textes et qu'ils justifient d'un entraînement annuel collectif minimal conforme à la note d'information DDSC9/CDC/JB N°98 679 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2261 en date du 21 décembre 2004 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des membres du GRIMP (Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux) sapeurs pompiers du département de Meurthe et Moselle pour l'année 2005 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste d'aptitude opérationnelle des membres du GRIMP sapeurs pompiers du département de Meurthe-et-Moselle *pour l'année 2006* s'établit comme suit :

Niveau de Formation	Emploi GRIMP	Emploi ISS	Grade	Noms	Prénoms	Affectation
IMP 3	Conseiller Technique	Sauveteur	MAJOR	DRACACCI	SYLVAIN	SDIS 54
IMP 3	Conseiller Technique	Sauveteur	MAJOR	KIEFFER	J.MARC	NANCY
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	SGT-CHEF	HOLLARD	PHILIPPE	LONGWY
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	CAPORAL	MONTEIRO	J.LOUIS	LONGWY
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	CAL-CHEF	VALLI	ARNAUD	LUNEVILLE
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	SGT-CHEF	ARNOULD	J.JACQUES	NANCY
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	SERGEANT	BERTUZZI	OLIVIER	NANCY
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	ADJUDANT	SCHENCK	JACQUES	NANCY
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	SERGEANT	CISTERNINO	FREDERIC	SDIS 54
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	LIEUTENANT	MORIAU	YANNICK	SDIS 54
IMP 3	Chef Unité	Sauveteur	ADJUDANT	LALLOUE	NOEL	TOUL
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	SGT-CHEF	BRANDMEYER	PAUL	B.DAMELEVIERES
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	LAURENSON	CHRISTOPHE	B.DAMELEVIERES
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	LAHURE	JEROME	BRIEY
IMP 2	Sauveteur		SAPEUR	DALL'ASSEN	JULIEN	LONGWY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	DENISET	STEPHANE	LONGWY
IMP 2	Sauveteur		CAL-CHEF	LECHERF	SERVAIS	LONGWY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	LILLE	XAVIER	LONGWY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	PICART	CYRIL	LONGWY
IMP 2	Sauveteur		ADJT-CHEF	BONTEMS	MICHEL	LUNEVILLE
IMP 2	Sauveteur		CAL-CHEF	CARLY	SAMUEL	LUNEVILLE
IMP 2	Sauveteur		SGT-CHEF	JILQUIN	WILLIAMS	LUNEVILLE
IMP 2	Sauveteur		CAL-CHEF	LITAIZE	SEBASTIEN	LUNEVILLE
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	STUTZMANN	THOMAS	LUNEVILLE
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	BELLIVIER	NICOLAS	NANCY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	CITE	OLIVIER	NANCY
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	CHEVALLIER	DAVID	NANCY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	GEVREY	DAVID	NANCY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	GODOT	MICHAEL	NANCY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	JACQUOT	PATRICK	NANCY
IMP 2	Sauveteur		CAPITAINE	MARTET	OLIVIER	NANCY
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	SERGEANT	MOUGEOT	PIERRE	NANCY
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	PAILLON	GREGORY	NANCY
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	TISSERANT	FREDERIC	NANCY
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	VENTRELLA	ARNAUD	NANCY
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	WATTELET	FLORIAN	NANCY

IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	SERGEANT	ZIMMERMANN	SEBASTIEN	PIENNES
IMP 2	Sauveteur		SAPEUR	COLIN	CHRISTOPHE	PONT A MOUSSON
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	DIDELLOT	CYRIL	SDIS 54
IMP 2	Sauveteur		INFIRMIER	JEANBERT	CHRISTOPHE	SDIS 54
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	MAJOR	VERY	BRUNO	SDIS 54
IMP 2	Sauveteur		LIEUTENANT	BUCCI	DOMINIQUE	T.TUCQUEGNIEUX
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	CORZIN	NICOLAS	T.TUCQUEGNIEUX
IMP 2	Sauveteur		SERGEANT	JORANT	J.LUC	T.TUCQUEGNIEUX
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	BARON	LAURENT	TOUL
IMP 2	Sauveteur		CAPORAL	DUMANOIS	YANN	TOUL
IMP 2	Sauveteur		CAPITAINE	MERENS	MURIELLE	TOUL
IMP 2	Sauveteur	Sauveteur	CAPORAL	TALFOURNIER	GUILLAUME	TOUL

ARTICLE 3 : Cette liste est valable un an à compter du 1er janvier 2006.

ARTICLE 4 : Seuls les membres du GRIMP inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

ARTICLE 5 : La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (article 1 du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié) ;
- par l'intermédiaire du représentant de l'Etat dans le département (article 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, de sa transmission au représentant de l'Etat.

ARTICLE 6 : Monsieur le Préfet Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours chef de corps des Sapeurs Pompiers du département de la Meurthe et Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE N° 06-186 AUTORISANT LES COMMUNES DE BRAQUIS, HENNEMONT ET VILLE-EN-WOEVRE A ADHERER AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LAFFON DE LADEBAT

LE PREFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1947 portant création du syndicat intercommunal d'AEP Laffon de Ladebat,

Vu les différents arrêtés préfectoraux autorisant l'adhésion de nouvelles communes au syndicat et notamment ceux autorisant l'adhésion de Béchamps et de Boucq (Meurthe et Moselle),

Vu les délibérations par lesquelles les communes de Braquis, Hennemont et Ville-en-Woëvre sollicitent leur adhésion au syndicat intercommunal d'AEP Laffon de Ladebat,

Vu la délibération du 6 novembre 2004 par laquelle le comité syndical donne son accord à cette adhésion,

Vu les délibérations des communes adhérentes émettant un avis favorable à cette demande,

Vu les avis favorables des sous-préfets de Commercy et de Verdun,

Vu les avis favorables des sous-préfets de Briey et Toul,

Considérant que les conditions de majorité requises à l'article L 5211-5 du code général des collectivités territoriales sont remplies,

A R R E T E N T

Article 1 : les communes de Braquis, Hennemont et Ville-en-Woëvre sont autorisées à adhérer au syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable Laffon de Ladebat.

Article 2 : le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe et Moselle, le trésorier payeur général de la Meuse, les sous-préfets de Commercy, Verdun, Briey et Toul, le président du syndicat, les communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

BAR-LE-DUC, le 27 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Hubert VERNET

NANCY, le 11 janvier 2006
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

